

CONSEIL MUNICIPAL

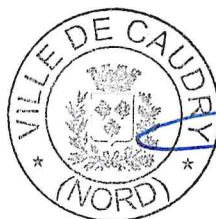
Mes Chers Collègues,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le Procès-Verbal de la séance du **Conseil Municipal du Jeudi 13 Avril 2023** qui sera soumis à votre approbation lors de notre prochaine réunion.

Il me serait agréable que vous fassiez connaître vos éventuelles remarques sur ce document auprès de Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services, avant la prochaine réunion, afin de me permettre de les étudier et d'y répondre.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, Chers Collègues, à l'assurance de ma considération distinguée.



Le Maire,

A blue ink signature, appearing to read "F. Bricout", written over the seal and extending to the right.
Frédéric BRICOUT



CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU JEUDI 13 AVRIL 2023 - 18 H 30 -

PROCÈS-VERBAL

Le Jeudi 13 Avril 2023, le Conseil Municipal de CAUDRY, régulièrement convoqué par courrier du 7 Avril 2023, s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Membres présents : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; M. POULAIN Bernard, Mme BERANGER Agnès, Mme TRIOUX-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme DAUCHET Martine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, Mme CHATELAIN Nathalie, M. DEUDON José, M. BALEDENT Matthieu, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémy, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, Mme DISDIER Mélanie, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Membres absents ayant donné procuration :

Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie : procuration à Mme BERANGER Agnès
M. BONIFACE Didier : procuration à M. POULAIN Bernard
Mme NAVEZ Patricia : procuration à Mme TRIOUX-COURBET Sandrine
M. DECALION Ismaël : procuration à M. DEVIENNE Marc
Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne : procuration à M. RICHOMME Liliane

Membre absent :

M. BAJODEK Alban

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

Monsieur le Maire : « Bonjour. Alors nous allons procéder à l'appel. »

Monsieur le Maire procède à l'appel.

1. APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 MARS 2023

Procès verbal distribué le 07/04/2023

Monsieur le Maire : « Merci. Alors, Messieurs, Dames, nous allons commencer donc par la question numéro un l'approbation du procès verbal de notre dernière séance du conseil municipal qui a eu lieu le 15 mars 2023. Tout le monde en a été destinataire. Par rapport à ce procès verbal. Y a-t-il des questions, des remarques? Je n'en vois point. Donc je sou mets à votre approbation. Qui est contre ce procès verbal ? Sophie DESREUMAUX. Des abstentions? Merci. »

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 CONTRE : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services

**2. PERSONNEL COMMUNAL - RECRUTEMENT EN CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE
POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ**

Madame Audrey MATON, Conseillère Municipale, expose :

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-23-1° ;

Vu décret n° 2022-1615 du 22/12/2022 portant relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique modifiant l'article 8 du décret n° 85-1148 du 24/10/1985 ;

Madame MATON informe le Conseil Municipal qu'afin de faire face à un accroissement temporaire d'activité du 1er mai 2023 au 30 septembre 2023, il convient de recruter pour une durée de 22 semaines quatre agents à temps complet pour une durée de 35 heures hebdomadaires. Trois agents seront affectés au service jardin espaces verts et un agent au service voirie.

Madame MATON propose la création à compter du 1er mai 2023 de quatre emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans le grade d'adjoint technique relevant de la catégorie C à temps complet pour une durée hebdomadaire de 35 heures.

Ces emplois non permanents seront occupés par quatre agents contractuels recrutés par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 22 semaines allant du 1 mai 2023 au 30 septembre 2023 inclus.

La rémunération des agents sera calculée par référence à l'indice majoré 353 du grade de recrutement.

Madame MATON demande donc au Conseil :

- d'autoriser la création de ces emplois non permanents
- d'autoriser la rémunération des agents aux conditions exposées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les contrats à intervenir ;

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2023.

Monsieur le Maire : « Merci Audrey, donc, vous l'avez remarqué, messieurs dames, on arrive dans la période où la pelouse commence à repousser, les mauvaises herbes également, donc, comme nous l'avons fait l'année dernière, on vous propose de prendre en contrat à durée déterminée, donc quatre agents qui viendront renforcer notre service jardin, espaces verts et voirie pendant cette période pour ne pas prendre de retard. »

Madame DESREUMAUX : « Bonsoir à tous. Alors, de nouveau votre gestion des agents perd l'essence même de la notion de service public. Vous empruntez en réalité des méthodes issues du privé, je dirais même une méthode d'industriel de l'agro-alimentaire. Vous prenez, vous jetez, vous précarisez et je ne peux entendre que cela va donner pour quelques mois du travail à quatre personnes, parce qu'en réalité, si on veut réellement avoir une action sur l'emploi au long cours et donc sur la durée, c'est sur cette durée plus que ces cinq mois, que nous avons besoin d'agents municipaux. En termes de management d'équipe et de continuité du travail, vous avez encore une fois tout faux parce qu'il y a certes des besoins l'été, mais l'hiver, les services voiries et espaces verts en ont tout autant besoin. De plus, apprendre par voie de presse que la solution toute trouvée pour pallier le manque de personnel dans les services municipaux est de créer une association para-

municipale, à votre initiative, faite de retraités, est de l'ordre tout simplement du scandaleux. Il est difficilement concevable que nos retraités soient employés bénévolement deux demi-journées du mardi au jeudi, parce que quand même, on leur accorde un week-end prolongé, alors que l'emploi pourrait tout simplement être créé. La course au label vous conduit droit dans le mur, sans aucune vision d'avenir parce que créer du lien social et de la mixité sociale, ça c'est un vrai projet. Ce ne serait pas dérangeant s'il y avait un vrai projet qui fait sens socialement. En effet, je ne serais pas offusquée si le projet, par exemple, était la création d'un potager partagé sorti de tout contexte de manque de main d'œuvre municipale, pour un projet qui fait sens, pourquoi pas. Alors le travail des agents municipaux l'an dernier pour l'obtention de la quatrième fleur est de nouveaux à saluer, mes propos n'entachent en rien le travail et l'implication des agents mais la volonté et la direction politique n'est-elle pas surannée et dépassée? La question qui se pose, c'est qu'apporte réellement cette quatrième fleur? Parce que si c'est un gouffre financier en termes notamment d'utilisation de l'eau, en termes d'emploi des agents et que nous ne sommes pas en capacité d'y répondre, pourquoi s'entêter à vouloir la garder? Peut-être qu'un autre objectif, plus atteignable et plus visible pour la population serait bien mieux venu. Je vous remercie. »

Monsieur le Maire : « Très bien, nos services apprécieront. Alors, on passe au vote, Messieurs Dames. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame GABET, Directrices des Ressources Humaines
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

3. MODIFICATION DES LIMITES TERRITORIALES ENTRE LA COMMUNE DE CAUDRY ET LA COMMUNE DE BETHENCOURT – CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR ET AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, expose :

Par délibération en date du 10 juin 2021, le Conseil Municipal a donné son accord pour saisir Monsieur le Préfet afin que soit prescrite une enquête publique de modification des limites territoriales entre la Commune de Caudry et la Commune de Béthencourt.

Monsieur DEVIENNE rappelle que la Commune de Béthencourt souhaite procéder à la modification des limites territoriales afin de rattacher à son territoire actuel les parcelles cadastrées ZP : 18,19,68,67,21,22,23 d'une surface totale de 6 930 m² situées sur le territoire de la Commune de Caudry notamment afin de procéder à la réhabilitation du bâtiment abritant un ancien atelier de textile en salle de sports.

L'objectif pour la municipalité de Béthencourt est d'exercer une gestion administrative cohérente de ce site.

Pour pallier cette perte, il a été proposé de rattacher au territoire de Caudry les parcelles cadastrées ZO : 58,59,60,61,62,63,78 pour une surface totale de 4 758 m².

Par arrêté préfectoral n°57/2022 du 17 octobre 2022, une enquête publique a été ouverte en mairie de Caudry et de Béthencourt du jeudi 17 novembre 2022 au samedi 03 décembre 2022 inclus et a désigné Monsieur Claude NAIVIN, ingénieur en urbanisme et aménagement du territoire, en retraite, en tant que commissaire-enquêteur.

La Sous-Préfecture de Cambrai a adressé à Monsieur le Maire en date du 06 février 2023, le procès-verbal de fin d'enquête publique accompagné de la copie du rapport sur l'enquête publique, les conclusions du commissaire-enquêteur ainsi que le procès-verbal de la commission d'électeurs de Béthencourt chargée d'émettre un avis sur la procédure de modification des limites territoriales engagées afin que l'Assemblée délibérante de la Commune de Caudry puisse émettre un avis sur le projet.

Dans son rapport « conclusions et avis du Commissaire-enquêteur » en date du 12 décembre 2022, Monsieur Claude NAIVIN émet un avis favorable au projet de modification des limites territoriales entre les communes de Béthencourt et de Caudry, sur la base des éléments du rapport d'enquête et des conclusions énoncées.

Concernant les incidences de cet échange, Monsieur le Commissaire enquêteur énonce que :

- en termes de population : « la modification des limites territoriales sera sans incidence sur les chiffres de population des communes, aucune parcelle concernée n'étant habitée »
- en termes d'urbanisme : « Une révision du Plan Local d'Urbanisme de chaque commune sera à prévoir » ;

Le PLU de la Commune de Caudry est actuellement en cours de révision.

- en termes de fiscalité locale : « Sur les bases fiscales de 2022, les parcelles non bâties transférées de Béthencourt à Caudry et les parcelles bâties transférées de Caudry à Béthencourt verraient leurs taux d'imposition communaux diminuer ».

Monsieur DEVIENNE sollicite l'avis du Conseil Municipal sur le projet.

Après discussion, le Conseil municipal :

- Émet un avis favorable au projet de modification des limites territoriales des communes de Béthencourt et de Caudry
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous les actes afférents à cette affaire.

Monsieur le Maire : « Merci Marc. Alors oui, effectivement, pour résumer, faire court, donc un bâtiment qui était, un atelier textile qui était sur les deux communes, donc forcément, la commune de Béthencourt ne pouvait pas réhabiliter un bâtiment qui était sur la commune de Caudry, une partie du bâtiment qui est sur la commune de Caudry. Donc on a été saisi par Monsieur le Maire et son conseil municipal et je pense que c'est une bonne chose pour notre commune voisine. Et donc on vous a spécifié que le commissaire enquêteur avait rendu un avis favorable. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMEBRGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports et Madame LEPREUX, Référente juridique des Services Techniques et des Sports
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

4. SOLLICITATION DÉPARTEMENTALE AU TITRE DU DISPOSITIF D'AIDES À LA SÉCURISATION DES ROUTES DÉPARTEMENTALES EN AGGLOMÉRATION (ASRDA) – ROUTE DE BÉTHENCOURT

Madame Brigitte PRUVOT, Conseillère Municipale, expose :

La Ville de Caudry envisage des travaux d'aménagement des abords de la voirie départementale RD 16, route de Bethencourt entre la RD 643 et la sortie de l'agglomération de Caudry.

Monsieur le Maire propose deux aménagements ponctuels pour sécuriser une traversée piétonne et réduire la vitesse de circulation. Les travaux envisagés font suite aux échanges avec les riverains et la commune de Bethencourt lors de la réunion de quartier qui s'est tenue le vendredi 10 mars 2023.

Le montant de ces travaux est estimé à : 10 821,82 € HT

Monsieur le Maire va solliciter pour la réalisation de cette opération, une subvention du département du Nord au titre du dispositif d'Aides à la Sécurisation des Routes Départementales en Agglomération selon le plan de financement suivant :

Critères	Catégorie de travaux	Montant estimatif HT des travaux	Taux de subvention	Plafond HT	Montant sollicité
Création d'une chicane	B	5 966,74 € HT	75 %	25 000 €	4 475,00 €
Aménagement d'une traversée piétonne	F	4 855,08 € HT	50 %	5 000 € HT	2 427,54 €
TOTAL		10 821,82 € HT			6 902,54 €

La part de la Ville de Caudry s'élèvera à 3 919,28 €

Madame PRUVOT demande au Conseil Municipal :

- de bien vouloir approuver la réalisation des travaux de sécurisation ;

d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative aux modalités d'exploitation et d'entretien ainsi qu'aux responsabilités des parties.

Monsieur le Maire : « Merci Brigitte. Donc tous les éléments que vous avez sous les yeux résultent des réunions de quartier que nous faisons, nous sommes régulièrement sollicités par des habitants caudrésiens qui nous demandent d'intervenir dans leur quartier pour une réunion. Bon après je vous ai dit à chaque fois le tiercé gagnant c'est crottes de chiens, vitesse et stationnement. On connaît ça par cœur. Et donc là effectivement route de Béthencourt apparemment ça roule quand même assez vite et donc en concertation avec les habitants, nous avons pour projet de créer un équipement de sécurité et donc de faire appel à des subventions du département et c'est l'objet de cette délibération. »

Madame DISDIER: « Oui, Monsieur le Maire, je profite de cette délibération pour exprimer quand même un problème puisque j'ai mon commerce qui est sur cette petite zone route de Béthencourt, que maintenant il y a des feux et que malheureusement beaucoup d'automobilistes qui viennent du Cateau et qui se dirigent pour aller sur Béthencourt pour éviter le feu rentrent sur le parking privé à des allures extrêmement rapides, ce qui leur permet justement d'éviter les feux et je ne sais pas ce qu'on peut faire pour eux pour éviter ça. Mais il y a des enfants qui sortent de ce commerce, ça arrive à chaque fois qu'on est ouvert. Et voilà, je vous expose ce problème parce que c'est vraiment récurrent et dangereux. »

Monsieur le Maire : « Oui, la problématique c'est que c'est vraiment privé, votre zone, donc, c'est au propriétaire de la zone et des voiries, les voiries ne sont pas communales donc nous on ne peut rien faire. C'est au propriétaire de la zone de mettre un aménagement de sécurité. Donc peut-être un coussin berlinois ou un dos d'âne, je sais pas ce qui pourrait ralentir. »

Madame DISDIER: « Parce que c'est pas les gens qui y viennent, qui s'arrêtent dans la zone. »

Monsieur le Maire : « Oui, je comprends. »

Madame DISDIER : « C'est ceux qui hop, qui tournent, vite, hop! Et puis on reprend le stop et puis on file, direction Béthencourt. »

Monsieur le Maire : « Oui, donc il faut voir avec votre propriétaire. »

Madame DISDIER: « C'est surtout depuis qu'il y a les feux. »

Propos inaudibles dans la salle.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMEBRGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports et
Madame MUTEZ, Responsable Environnement et Aménagement Urbain
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

5. SOLLICITATION DÉPARTEMENTALE AU TITRE DU DISPOSITIF D'AIDES À LA SÉCURISATION DES ROUTES DÉPARTEMENTALES EN AGGLOMÉRATION (ASRDA) – RUE DU MARÉCHAL LECLERC

Madame Brigitte PRUVOT, Conseillère Municipale, expose :

La Ville de Caudry envisage d'aménager la rue du Maréchal Leclerc en accompagnement de l'implantation de la Maison Médicale au carrefour avec la rue Léon Blum.

Dans le cadre de la première phase de ces travaux, la ville va procéder à la mise aux normes des circulations piétonnes et des passages pour piétons et la sécurisation du carrefour.

Le montant de ces travaux de sécurisation pour lesquels Monsieur le Maire sollicitera le Département au titre du dispositif d'Aides à la Sécurisation des Routes Départementales en Agglomération pour les travaux de sécurisation est estimé à : 140 258,00 € HT.

Pour la réalisation de cette opération, une subvention du département du Nord au titre du dispositif d'Aides à la Sécurisation des Routes Départementales en Agglomération peut être accordée selon le plan de financement suivant :

Critères	Catégorie de travaux	Montant estimatif HT des travaux de sécurisation	Taux de subvention	Plafond HT	Montant sollicité
Réaménagement de l'espace public avec mise aux normes de l'accessibilité aux abords de la Maison Médicale	J	129 631,80 € HT	75 %	20 000,00 €	20 000,00 €
Mise en accessibilité de 3 passages pour piétons	F	10 626,20 € HT	50 %	5 000,00 €	5 000,00 €
TOTAL		140 258,00€ HT			25 000,00€

Madame PRUVOT demande au Conseil Municipal :

- de bien vouloir approuver la réalisation des travaux de sécurisation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative aux modalités d'exploitation et d'entretien ainsi qu'aux responsabilités des parties.

Monsieur le Maire : « Donc, à savoir que sur ce projet, nous avons sollicité également du PTS au niveau du département, une subvention de la Région et également du Fonds vert. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMEBRGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports et
Madame MUTEZ, Responsable Environnement et Aménagement Urbain
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

6. SOLLICITATION DÉPARTEMENTALE AU TITRE DU DISPOSITIF D'AIDES A LA SÉCURISATION DES ROUTES DÉPARTEMENTALES EN AGGLOMÉRATION (ASRDA) – RUE HENRI BRACQ

Madame Brigitte PRUVOT, Conseillère Municipale, expose :

La Ville de Caudry envisage des travaux d'aménagement des abords de la voirie départementale RD 115a, rue Henri Bracq au carrefour avec la rue Jean-Baptiste Poulain.

Monsieur le Maire propose de poursuivre la démarche de sécurisation par la mise en sécurité du passage pour piétons qui permet de relier la Place d'Audencourt à la Salle des Fêtes.

Cet aménagement sera là aussi l'occasion de sécuriser les abords du carrefour au débouché de la rue Jean Baptiste Poulain.

Le montant de ces travaux est estimé à : 10 544,50 € HT.

En cas d'accord sur ce projet, Monsieur le Maire sollicitera une subvention du Département du Nord au titre du dispositif d'Aides à la Sécurisation des Routes Départementales en Agglomération selon le plan de financement suivant :

Critères	Catégorie de travaux	Montant estimatif HT des travaux	Taux de subvention	Plafond HT	Montant sollicité
Mise en accessibilité et sécurisation d'une traversée piétonne	F	10 544,50 € HT	50 %	5 000 € HT	5 000,00 €
TOTAL		10 544,50 € HT			5 000,00 €

La part de la Ville de Caudry s'élèvera à 5 544,50 €

Madame PRUVOT demande au Conseil Municipal :

- de bien vouloir approuver la réalisation des travaux de sécurisation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative aux modalités d'exploitation et d'entretien ainsi qu'aux responsabilités des parties.

Monsieur le Maire : « Très bien, merci Brigitte. Tout le monde connaît Audencourt, le passage des camions qui vont dans la zone industrielle. »

Propos inaudibles Monsieur COLLIN

Monsieur FAUQUEMBERGUE : « Il nous reste simplement rue Aristide Briand, au carrefour, à traiter donc l'angle, pour permettre de prendre le virage et de faire un passage piéton pour sécuriser. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports et Madame MUTEZ, Responsable Environnement et Aménagement Urbain
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

7. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

ÉLECTION D'UN PRÉSIDENT POUR PROCÉDER AU DÉBAT ET AU VOTE SUR LES COMPTES ADMINISTRATIFS DE LA VILLE ET DES BUDGETS ANNEXES POMPES FUNÈBRES ET LE MILLÉNIUM

Monsieur Aurélien BAUDOUX, Conseiller Municipal, rappelle que conformément à l'article L2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les séances où le compte administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal doit élire son président. Le Maire peut assister au débat mais doit se retirer au moment du vote.

Monsieur BAUDOUX propose de désigner Madame Agnès BÉRANGER en qualité de Présidente et de procéder au vote à main levée pour procéder à cette désignation.

Monsieur le Maire : « Donc, Messieurs, Dames, on vous propose Agnès BERANGER en qualité de présidente, pour le vote des budgets et des comptes administratifs. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

Monsieur le Maire : « Belle élection, Madame la Présidente. Félicitations ! Alors, avant que Agnès ne prenne la parole. Bon, les grandes lignes importantes, alors on ne va pas se gargariser, mais il faut quand même le dire quand on est accusé de ne pas avoir de vision et de faire une gestion d'à peu près, donc on termine cette année avec un excédent historique de 7 369 452 €, c'est historique. Alors notre CAF forcément est impactée. Pour rappel, on avait une CAF, capacité d'autofinancement brute, qui était en 2018 de 2 586 359 €, elle est aujourd'hui de 8 658 000 €. On est passé de 2,5 millions à 8,6 millions. Voilà. Notre CAF nette, on était en 2018 à 294 988 €, nous sommes aujourd'hui à 6 648 000 €. L'encours de la dette, on est souvent attaqué là-dessus, notre dette était en 2018 de 22 551 000 €, elle est aujourd'hui de 18 457 000 €. Donc, en 4 ans, nous avons réduit la dette de 4 050 000 €. Et surtout ce qui est important, vous le savez, l'État nous impose des ratios, le ratio d'effacement théorique de la dette en nombre d'années. Il faut être absolument en dessous de 12 ans. Nous étions en 2018 à 8,70 ans. Nous sommes aujourd'hui à 2,10 ans, voilà. Alors, par rapport à tout cela, Messieurs, Dames, nous avons décidé, pour la 17^e année consécutive, de ne pas augmenter la part communale des impôts locaux, donc de garder la même taxe foncière depuis 17 ans qui est un taux de 19,51 %. Pour rappel, nous avons le quatrième meilleur taux du nord de taxe foncière dans la catégorie des villes de 10 000 à 20 000 habitants. Voilà donc Agnès, je pense qu'on peut être fier de nous et je te laisse la parole. »

Madame BERANGER : « Merci Monsieur le Maire. Donc dans les pages qui suivent, on trouve donc la succession des documents budgétaires de la ville de Caudry. Nous avons trois budgets à examiner : le budget principal de la commune et ses deux budgets annexes le cinéma le Millenium et le service des pompes funèbres. Pour chacun d'eux, nous verrons la synthèse du compte de gestion tenu par le comptable du Trésor public et le compte administratif tenu par le service finances de la mairie. Ces deux documents reprennent toutes les opérations de recettes et de dépenses qui sont réalisées l'année précédente, soit en l'occurrence 2022. Ils doivent parfaitement concorder, compte de gestion et compte administratif. Le compte administratif fait apparaître un résultat sur l'exercice antérieur qu'il convient d'affecter. Le résultat est repris lors du vote du budget. Le vote du budget est le moment le plus important car il détermine l'ensemble des actions qui seront entreprises au cours de l'année. Donc, après cette petite explication, cette petite synthèse sur les différents documents, nous attaquons par la Régie municipale des pompes funèbres. Donc tout d'abord, c'est l'approbation du compte de gestion du Trésor public. »

8. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ RÉGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNÈBRES

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2022 PRÉSENTÉ PAR MADAME SANDRINE BASQUIN, COMPTABLE DU TRÉSOR PUBLIC

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission Finances du 05 Avril 2023,

Après s'être assuré que le Comptable du Trésor a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites.

- Déclare que les comptes budgétaires et non budgétaires définitivement soldés, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.

- Approuve le Compte de Gestion de l'exercice 2022, dressé par le Comptable du Trésor pour le budget annexe «RÉGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNÈBRES».

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

9. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ RÉGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNÈBRES

COMPTE ADMINISTRATIF 2022

Vu l'avis favorable de la commission des Finances du 05 Avril 2023,

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, propose au Conseil Municipal l'examen du compte administratif 2022.

a) Chiffres globalisés :

Libellés	Section d'investissement		Section de fonctionnement		Totaux cumulés	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Opérations de l'exercice						
- Titres émis	7 356,81 €		684 799,47 €		692 156,28 €	
- Mandats émis		0,00 €		729 478,25 €		729 478,25 €
Résultats de l'exercice	7 356,81 €		-44 678,78 €		-37 321,97 €	
Résultats reportés	30 412,75 €		393 649,89 €		424 062,64 €	
Résultats de clôture	37 769,56 €		348 971,11 €		386 740,67 €	
Restes à réaliser	0,00 €	48 217,00 €			0,00 €	48 217,00 €
Résultats définitifs	-10 447,44 €		348 971,11 €		338 523,67 €	

b) Chiffres détaillés par chapitre (joint en annexe).

Le compte administratif 2022 est soumis au vote du Conseil Municipal.

Madame BERANGER : « Ensuite, donc nous avons le compte administratif, donc là ceux sont les comptes qui sont tenus chez nous. Alors, au niveau des pompes funèbres, on observe au niveau de la section de fonctionnement, donc on a plus de dépenses que de recettes, d'où un résultat de l'exercice qui est déficitaire à hauteur de 44 678 €. Donc ce résultat est le fait que le chiffre d'affaires en 2022 a nettement baissé puisqu'on est passé de 786 000 à 676 000 €. Bon, il n'y a rien d'inquiétant pour le moment puisqu'on avait quand même des résultats très importants les années antérieures, donc on avait des résultats reportés de 393 000 € en section de fonctionnement, donc au niveau de la section de fonctionnement, on termine avec 348 971 €. En ce qui concerne la section d'investissement, on a un résultat de l'exercice de 7 356,81 €. Donc si on ajoute les reports et le résultat antérieur, on a un déficit de 10 447 €. Donc là en investissement, c'était pour l'acquisition d'un fourgon. Et donc au niveau des totaux cumulés, on a un résultat définitif de 338 523,67 €. Donc vous avez en annexe les chiffres détaillés. Est ce que vous avez des questions ? »

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX**

M. le Maire a quitté la salle et n'a pas participé au vote

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

10. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ **RÉGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNÈBRES**

AFFECTATION DES RÉSULTATS 2022

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, propose au Conseil Municipal la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,
réuni sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire,
Vu l'instruction M14
Vu les budgets de l'exercice 2022 approuvés,
Après avoir entendu le compte administratif 2022,
Statue sur l'affectation des résultats de fonctionnement 2022,
Constatant que le compte administratif présente les résultats suivants,
Vu l'avis de la commission des finances du 05/04/2023 ;

délibère :

	Résultat 2021	Exercice 2022	Résultat Comptable Cumulé	Reste à réaliser 2022	Résultat cumulé 2022 Chiffres à prendre en compte pour l'affectation du résultat
Investissement					
Dépenses		-		48 217,00	
Recettes		7 356,81		-	
Résultat	30 412,75	7 356,81	37 769,56	-48 217,00	-10 447,44
Fonctionnement					
Dépenses		729 478,25			
Recettes		684 799,47			
Résultat	393 649,89	-44 678,78	348 971,11		348 971,11

Excédent global cumulé à affecter au 31 Décembre 2022	348 971,11
Affectation obligatoire :	
à la couverture d'autofinancement et pour exécuter le virement prévu au BP (compte 1068 – Réserves et Excédents de fonctionnement capitalisé)	10 447,44
Solde disponible affecté comme suit :	
affectation complémentaire en réserve compte 1068	-
affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)	338 523,67
Total affecté au 1068	10 447,44
Déficit fonctionnement à reporter (ligne 002)	-
Excédent fonctionnement à reporter (ligne 002)	338 523,67
Déficit investissement à reporter (ligne 001)	-
Excédent investissement à reporter (ligne 001)	37 769,56

approuve après en avoir délibéré l'affectation des résultats 2022.

Madame BERANGER : « Alors, nous passons maintenant à la question 10, affectation des résultats 2022. Donc le résultat à affecter est de 348 971,11 €. Donc nous vous proposons de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement à hauteur de 10 447,44 € et donc le reste, l'excédent de fonctionnement sera reporté en recettes de fonctionnement pour 338 523,67 € et le déficit d'investissement, non pardon, l'excédent d'investissement sera reporté en ligne 001 de la section d'investissement pour 37 769,56 €. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS **1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX**

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

11. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ **RÉGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNÈBRES**

BUDGET PRIMITIF 2023

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, soumet à l'approbation du Conseil Municipal, le projet de Budget Primitif pour l'exercice 2023 examiné par la commission des Finances au cours de sa séance du 05/04/2023.

Madame BERANGER : « Maintenant, nous passons au vote du budget, donc vous avez le budget en annexe de la question 11. Donc au niveau des pompes funèbres, nous avons un budget qui

s'équilibre en fonctionnement à hauteur de 1 046 073,67 €. Donc nous avons des charges à caractère général pour 522 600 € donc qui reprennent tout ce qui est nécessaire au service des pompes funèbres, les acquisitions de cercueils, de capotons, les locations de salons funéraires, les soins de conservation, les crémations, les messes, les inhumations, les insertions dans la presse, les fleurs, etc. Nous avons les charges de personnel pour 265 000 €. Le virement à la section d'investissement de 134 985 €. Des charges de gestion courante pour 8 100 €. En recettes de fonctionnement, nous avons donc la première ligne, donc c'est le résultat de 2022 pour 338 523,67 € et donc en facturation donc on évalue donc à 700 000 € les recettes pour 2023. Donc voilà. Et en ce qui concerne la section d'investissement, donc cette année, il n'y a pas d'acquisition prévue. Donc en fait les écritures de dépenses, c'est surtout pour équilibrer, enfin les 20 000 et 102 000 puisque la première ligne c'est le report, c'est pour l'acquisition du fourgon qui a été acheté, enfin payé cette année. Ensuite en recettes d'investissement, donc on a le résultat 2022 sur la première ligne pour 37 769 € et le virement de la section de fonctionnement qu'on a vu de l'autre côté en dépenses pour 134 985 € et des opérations d'ordre, donc des écritures d'amortissement. Donc voilà, en ce qui concerne les pompes funèbres. Est-ce qu'il y a des questions? Nous allons donc procéder au vote. »

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 CONTRE : MME DESREUMAUX**

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

Madame BERANGER : « Alors ensuite nous passons au cinéma le Millenium. Donc c'est exactement la même chose. Tout d'abord, c'est le compte de gestion du trésor public. »

12. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ **CINÉMA LE MILLÉNIUM**

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2022 PRÉSENTÉ PAR MADAME SANDRINE BASQUIN, COMPTABLE DU TRÉSOR PUBLIC

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission Finances du 05 Avril 2023,

Après s'être assuré que le Comptable du Trésor a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites.

- Déclare que les comptes budgétaires et non budgétaires définitivement soldés, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.

- Approuve le Compte de Gestion de l'exercice 2022, dressé par le Comptable du Trésor pour le budget annexe « CINÉMA LE MILLÉNIUM ».

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

13. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ CINÉMA LE MILLÉNIUM

COMPTE ADMINISTRATIF 2022

Vu l'avis favorable de la commission des Finances du 05 Avril 2023,

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, présente ci-dessous le détail des sections d'investissement et de fonctionnement de l'exercice 2022.

a) Chiffres globalisés :

Libellés	Section d'investissement		Section de fonctionnement		Totaux cumulés	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Opérations de l'exercice						
- Titres émis	0,00 €		168 594,75 €		168 594,75 €	
- Mandats émis		0,00 €		187 592,80 €		187 592,80 €
Résultats de l'exercice	0,00 €		-18 998,05 €		-18 998,05 €	
Résultats reportés	0,00 €		21 459,23 €		21 459,23 €	
Résultats définitifs	0,00 €		2 461,18 €		2 461,18 €	

b) Chiffres détaillés par chapitre (joint en annexe)

Le compte administratif 2022 est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Madame BERANGER : « Alors, le compte administratif 2022, donc au niveau du Millenium, nous n'avons qu'une section de fonctionnement sur l'année, donc nous avons un résultat déficitaire de 18 998,05 € mais étant donné qu'on a un résultat reporté de 21 459,23 €, nous finissons l'année avec un résultat positif de 2 461,18 €. Donc je tiens à signaler que c'est la deuxième année qu'il n'y a pas de subvention du budget principal au niveau du cinéma Le Millénium. »

Monsieur le Maire : « Tous les ans, on versait une subvention d'équilibre du budget principal. »

Madame BERANGER : « Voilà donc là, pour la deuxième année consécutive, on n'a pas de versement de subvention du budget principal. Donc 2022 a été une année encore difficile puisque déjà en début d'année, il y avait encore le pass sanitaire qui était appliqué, le pass vaccinal. Donc forcément ça a empêché quand même des personnes de venir au cinéma et puis enfin tout doucement après il faut que les gens se réhabituent et ressortent. Voilà, ça dépend aussi des films. En plus on n'avait pas le droit de vendre non plus jusqu'au mois de mars de friandises, donc les ventes n'ont repris que fin d'année 2022. Donc voilà ce qu'il y a à dire sur le Millenium au niveau du compte administratif. Est ce qu'il y a des questions? »

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
2 ABSTENTIONS :MME DISDIER - MME DESREUMAUX**

M. le Maire a quitté la salle et n'a pas participé au vote

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

14. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ CINÉMA LE MILLÉNIUM

AFFECTATION DES RÉSULTATS 2022

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, propose au Conseil Municipal la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,
réuni sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire,
Vu l'instruction M14
Vu les budgets de l'exercice 2022 approuvés,
Après avoir entendu le compte administratif 2022,
Statue sur l'affectation des résultats de fonctionnement 2022
Constatant que le compte administratif présente les résultats suivants,
Vu l'avis de la commission des finances du 05/04/2023 ;

délibère :

	Résultat 2021	Exercice 2022	Résultat Comptable Cumulé	Reste à réaliser 2022	Résultat cumulé 2022 Chiffres à prendre en compte pour l'affectation du résultat
Investissement					
Dépenses	-	-	-	-	-
Recettes	-	-	-	-	-
Résultat	-	-	-	-	-
Fonctionnement					
Dépenses		187 592,80			
Recettes		168 594,75			
Résultat	21 459,23	-18 998,05	2 461,18		2 461,18

Excédent global cumulé à affecter au 31 Décembre 2022	2 461,18
Affectation obligatoire : à la couverture d'autofinancement et pour exécuter le virement prévu au BP (compte 1068 – Réserves et Excédents de fonctionnement capitalisé)	-
Solde disponible affecté comme suit : affectation complémentaire en réserve compte 1068 affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)	- 2 461,18
Total affecté au 1068	-
Déficit fonctionnement à reporter (ligne 002) Excédent fonctionnement à reporter (ligne 002)	- 2 461,18
Déficit investissement à reporter (ligne 001) Excédent investissement à reporter (ligne 001)	- -

approuve après en avoir délibéré l'affectation des résultats 2022.

Madame BERANGER : « Voilà, donc nous passons maintenant à l'affectation des résultats du cinéma le Millenium. Donc nous avons l'excédent de fonctionnement de 2 461,18 €, donc ce montant sera repris en recettes de fonctionnement au BP 2023 sur la ligne 002. »

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
2 ABSTENTIONS : MME DISDIER - MME DESREUMAUX**

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

15. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ CINÉMA LE MILLÉNIUM

➤ BUDGET PRIMITIF 2023

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, soumet à l'approbation du Conseil Municipal, le projet de Budget Primitif pour l'exercice 2023 examiné par la commission des Finances au cours de sa séance du 05/04/2023.

Madame BERANGER : « Alors nous arrivons au budget du Millenium, donc que vous l'avez également en annexe. Donc le budget s'équilibre à hauteur de 237 761,18 €. Vous avez des charges à caractère général pour 151 951 € donc qui reprennent tous les achats pour le fonctionnement du cinéma donc les locations de films, les programmes, les frais divers, la maintenance, les affranchissements, etc. Ensuite les charges de personnel pour 85 000 €, des charges de gestion courante pour 110 € et des charges exceptionnelles pour 700 €. En ce qui concerne les recettes, donc nous avons en première ligne donc le résultat. Ensuite donc les ventes, donc les entrées, pour l'instant, pour ne pas prendre trop de risques, on a évalué au même chiffre que l'année dernière 2022 comme ça, ça nous permet d'espérer, d'avoir une bonne surprise en fin d'année au mois de novembre, lorsqu'on étudiera les comptes de nouveau. On prévoit des ventes de marchandises, donc des friandises, bonbons, boissons pour 20 000 € et on met donc une subvention d'équilibre d'exploitation de 58 000 € et des autres produits de gestion courante pour 7 000 €. »

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 ABSTENTION : MME DISDIER
1 CONTRE : MME DESREUMAUX**

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

16. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ BUDGET PRINCIPAL

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2022 PRÉSENTÉ PAR MADAME SANDRINE BASQUIN, COMPTABLE DU TRÉSOR PUBLIC

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission Finances du 05 Avril 2023,

Après avoir entendu et approuvé le Compte Administratif de l'exercice 2022,

Après s'être assuré que le Comptable du Trésor a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites.

- Déclare que les comptes budgétaires et non budgétaires définitivement soldés, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.

- Approuve le Compte de Gestion de l'exercice 2022, dressé par le Comptable du Trésor pour le budget principal « VILLE DE CAUDRY ».

Monsieur le Maire : « Je veux dire quelque chose que je n'ai pas dit tout à l'heure. Vous l'avez bien compris, Messieurs, Dames, on en a parlé, quelqu'un a évoqué le fait que la 4ème fleur pourrait être un gouffre financier, je vous rappelle quand même que l'excédent des 7 370 000 €, tient compte des dépenses qui ont été faites pour la 4ème fleur, donc comme quoi ce n'est pas du tout un gouffre financier. »

Madame BERANGER : « Alors donc, nous avons la même chose pour le budget principal de la ville, donc l'approbation du compte de gestion du trésor public. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

17. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ BUDGET PRINCIPAL

COMPTE ADMINISTRATIF 2022

Vu l'avis favorable de la commission des Finances du 05 Avril 2023,

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, propose au Conseil Municipal le détail des sections d'investissement et fonctionnement de l'exercice 2022.

a) Chiffres globalisés :

Libellés	Section d'investissement		Section de fonctionnement		Totaux cumulés	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Opérations de l'exercice						
- Titres émis	3 594 389,94 €		26 505 719,40 €		30 100 109,34 €	
- Mandats émis		7 689 974,42 €		18 716 327,70 €		26 406 302,12 €
Résultats de l'exercice	-4 095 584,48 €		7 789 391,70 €		3 693 807,22 €	
Résultats reportés	-1 922 333,64 €		5 017 204,54 €		3 094 870,90 €	
Résultats de clôture	-6 017 918,12 €		12 806 596,24 €		6 788 678,12 €	
Restes à réaliser	2 193 895,35 €	1 613 121,18 €	0,00 €	0,00 €	580 774,17 €	
Résultats définitifs	-5 437 143,95 €		12 806 596,24 €		7 369 452,29 €	

b) Chiffres détaillés (joint en annexe)

Le compte administratif 2022 de la ville est soumis au vote du Conseil Municipal.

Madame BERANGER : « Donc maintenant nous arrivons au compte administratif de la ville de Caudry. Alors en section d'investissement, le résultat de l'exercice est de - 4 095 584,48 €, en section de fonctionnement, un résultat excédentaire de 7 789 391,70 €. Ce qui nous donne, en ajoutant les résultats reportés et les restes à réaliser un résultat définitif de 7 369 452,29 €. Donc comme l'a dit Monsieur le Maire, c'est un résultat qui est historique et encore c'est un résultat que nous avons parvenu à avoir sans avoir eu recours à l'emprunt, puisque cette année nous n'avons pas emprunté du tout sur l'exercice, puisque voilà, nous préférons, nous avons choisi de désendetter la commune de plus de 2 millions cette année, et donc ça nous ramène un encours de la dette à 18 266 000 €. Donc bien entendu, l'héritage de Monsieur SANDRAS est inclus, mais même sans l'héritage, on aurait quand même eu un excellent résultat de 3 769 000 €. »

Monsieur le Maire : « Si on avait emprunté 2 millions, on aurait eu un résultat de 9 369 000 € et l'héritage de Monsieur Sandras, c'est 5 millions. »

Madame BERANGER : « 5,6 millions, mais je veux dire que même si on n'avait pas eu cet héritage, on avait quand même une année, une très bonne année en 2022, malgré une année qui est marquée par une très forte augmentation incompressible des charges de fonctionnement puisque nous avons eu à subir l'inflation, la hausse de l'énergie, des cantines, des transports, des charges de personnel puisque le point d'indice a été revalorisé, le SMIC également, on a eu la revalorisation des catégories B et C. Dans les investissements, on a aussi eu des augmentations des matériaux, des matières premières, de tout ce qui est matériaux de construction, donc voilà et tout ça sans compensation de l'État, donc c'est vrai que malgré toutes ces incidences, on a quand même un très très bon résultat. D'un point de vue plus optimiste, on va dire que 2022 marque le retour tant attendu des fêtes, des cars podium, du carnaval, des marchés de Noël, des salons, des spectacles, des repas aussi, c'est à dire le plaisir de, enfin, pouvoir se retrouver ensemble. Concernant les investissements, je ne citerai que deux gros chantiers, l'un qui s'est achevé pour la rentrée des classes, à la grande joie de nos enfants, l'école maternelle Dolto qui est magnifique, et le second, la salle SECRETIN que nous avons inaugurée ce samedi et qui est un bâtiment exemplaire en terme de consommation énergétique. Donc c'est vrai que pour l'avenir aussi de nos enfants, c'est très important de préparer cela. Alors, ceci étant dit, donc, vous avez en annexe le détail des chiffres. Alors, je vous propose éventuellement, si vous avez des questions, ça a été vu en commission finances mais bon, je pose quand même la question au cas où il y a quelqu'un qui aurait quelque chose à éclaircir. Donc je pense qu'on peut pas passer au vote Monsieur le Maire. »

Madame DESREUMAUX : « Excusez-moi, Madame BERANGER, là on passe... »

Madame BERANGER : « Là, c'est le compte administratif. »

Madame DESREUMAUX : « D'accord, je vous remercie. »

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
2 ABSTENTIONS : MME DISDIER - MME DESREUMAUX**

M. le Maire a quitté la salle et n'a pas participé au vote

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

18. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ **BUDGET PRINCIPAL**

AFFECTATION DES RÉSULTATS 2022

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, propose au Conseil Municipal la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,
réuni sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire,
Vu l'instruction M14
Vu les budgets de l'exercice 2022 approuvés,
Après avoir entendu le compte administratif 2022,
Statue sur l'affectation des résultats de fonctionnement 2022,
Constatant que le compte administratif présente les résultats suivants,
Vu l'avis favorable de la commission des finances du 05/04/2023 ;

délibère :

	Résultat 2021	Exercice 2022	Résultat Comptable Cumulé	Reste à réaliser 2022	Résultat cumulé 2022 Chiffres à prendre en compte pour l'affectation du résultat
Investissement					
Dépenses		7 689 974,42		1 613 121,18	
Recettes		3 594 389,94		2 193 895,35	
Résultat	-1 922 333,64	-4 095 584,48	-6 017 918,12	580 774,17	-5 437 143,95
Fonctionnement					
Dépenses		18 716 327,70			
Recettes		26 505 719,40			
Résultat	5 017 204,54	7 789 391,70	12 806 596,24		12 806 596,24

Excédent global cumulé à affecter au 31 Décembre 2022	12 806 596,24
Affectation obligatoire : à la couverture d'autofinancement et pour exécuter le virement prévu au BP (compte 1068 – Réserves et Excédents de fonctionnement capitalisé)	5 437 143,95
<u>Solde disponible affecté comme suit :</u>	
affectation complémentaire en réserve compte 1068	-
affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)	7 369 452,29
Total affecté au 1068	5 437 143,95
Déficit fonctionnement à reporter (ligne 002) Excédent fonctionnement à reporter (ligne 002)	- 7 369 452,29
Déficit investissement à reporter (ligne 001) Excédent investissement à reporter (ligne 001)	-6 017 918,12 -

approuve après en avoir délibéré, l'affectation des résultats 2022.

Madame BERANGER : « Nous passons maintenant à l'affectation des résultats. Donc, nous avons un excédent global accumulé exceptionnel de 12 806 596,24 €, donc affecté de la manière suivante, tout d'abord affecté pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement au compte 1068 donc en recettes d'investissement pour 5 437 143,95 €. Ensuite, l'excédent de fonctionnement est reporté, donc ligne 002 en recettes de fonctionnement pour 7 369 452,29 €. Et donc on reporte le déficit d'investissement de 2022 sur la ligne 001 en dépenses d'investissement pour 6 017 918,12 €. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS 2 ABSTENTIONS :MME DISDIER - MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

19. FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION DIRECTE LOCALE 2023

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, indique, à l'Assemblée, que le projet de budget primitif 2023 a été élaboré en tenant compte, en matière d'impôts locaux, du maintien des taux d'imposition.

Elle rappelle qu'en application de l'article 16 de la Loi de Finances pour 2020, les parts communales et départementales de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) ont été fusionnées pour être affectées depuis 2021 aux communes en compensation de la perte de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales.

(Pour mémoire : taux TFPB communal 2020 : 19,51 %
 taux TFPB départemental 2020: 19,29 %)

Un coefficient correcteur vient neutraliser les sur ou sous-compensation des effets liés à la diminution de moitié de la valeur locative des locaux industriels (valeur de taux de 2020).

S'agissant du vote du taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires à compter de 2023, Madame BERANGER rappelle que l'article 16 de la loi 2019-1479 de finances pour 2020 a prévu la suppression de la taxe d'habitation sur l'habitation principale à compter de l'année 2023 (TH) avec un gel du taux de TH entre 2020 et 2022.

Ainsi à compter de 2023 la taxe d'habitation (THRS) ne persiste que pour les résidences secondaires et autres locaux meublés non affecté à l'habitation principale.

Son taux doit être voté annuellement avant le 15 avril (article 1631 A du CGI).

Madame BERANGER propose donc, au Conseil Municipal, de maintenir, pour la 17^{ème} année consécutive, s'agissant des taux communaux, les taux d'imposition directe locale fixés comme suit :

Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) :	19,37 %
Taxe foncière (bâti) :	38,80 %
Taxe foncière (non bâti) :	44,40 %

Madame BERANGER : « Il y a des questions ? »

Madame DISDIER: « Il y a un vote ou pas ? »

Madame BERANGER : « Oui, oui, on vote après. »

Madame DISDIER: « Parce que je pensais intervenir pendant le budget, mais c'est vrai que s'il y a une question bien précise sur ces taux, donc là, vous nous demandez si on vote ces taux, c'est bien ça, c'est la question. Donc j'entends que vous vous gargarisez, Monsieur le Maire et toute l'équipe municipale, que pour la 17^e année consécutive, vous nous annoncez donc qu'aucune majoration des taux de fiscalité directe locale. Cependant, cela ne veut absolument pas dire que les impôts des Caurésiens ne vont pas augmenter, bien au contraire, puisque là, on nous annonce quand même un coefficient de revalorisation des bases de 7,1 %. Donc ça veut dire quand même que même si vous n'augmentez pas vos bases, même si vous n'augmentez pas vos taux, les caudrésiens vont payer sur leur part communale 7,1 % ... Non mais attendez, excusez-moi, je pense ... »

Monsieur le Maire : « ... tous les Français... »

Madame DISDIER : « Je pense que je n'ai pas pris beaucoup la parole. »

Monsieur le Maire : « A Hénin Beaumont pareil. »

Madame DISDIER : « Vous répondrez après. Je vous remercie Monsieur le Maire. Je ne suis pas d'accord parce que vous pourriez prendre tout simplement la décision de baisser les taux, d'avalier ces 7,1 % d'augmentation de ces bases. Donc non, ce n'est pas pour la France entière, c'est une décision, une décision politique de la majorité municipale de Caudry. Donc il y a moyen de faire autrement et ce moyen, c'est tout simplement de baisser ces taux pour avaler l'augmentation des bases, tout simplement. Peut-être une rigueur budgétaire un peu plus importante aurait pu permettre d'avalier, donc voilà, moi je pense que là, actuellement, les Français, les caudrésiens subissent depuis des mois et des mois une inflation grandissante, on parle de l'alimentation même de base, à plus de 15 % depuis des mois, l'essence augmente, toutes les personnes qui travaillent ont un budget essence de plus en plus important, les énergies, que ce soit le gaz, l'électricité, donc il est clair que les Français et donc les caudrésiens ont un pouvoir d'achat qui est en baisse et je pense que c'est à nous, à vous majorité, de prendre les bonnes décisions pour limiter cette perte de pouvoir d'achat. Et vous avez la possibilité, là, Monsieur le maire, c'est un choix, mais il faut l'assumer, vous avez la possibilité de ne pas faire subir ces 7,1 % d'augmentation sur la base municipale, voilà, d'habitude je m'abstiens et là, pour la première année, je vais voter contre. Voilà. Parce que je pense que la situation est grave et que, je ne

peux pas, je ne peux pas accepter effectivement cette augmentation et je vous dis vous avez une façon de présenter les choses qui dit non, non, les bases elles n'augmentent pas, oui mais sauf que les impôts augmentent et ça je voudrais que les caudrésiens le comprennent. Voilà. Merci Monsieur le Maire et là vous pouvez me répondre. »

Monsieur le Maire : « Je n'ai pas dit que toutes les bases n'augmentaient pas, c'est l'inverse, c'est les bases qui augmentent donc alors pour remettre, parce que pour le public etc et puis les novices, dans son contexte, donc c'est tous les français qui vont payer plus d'impôts, c'est les bases qui ont été augmentées par le gouvernement, elles ont augmenté de 7,1 %. Nous, notre taux communal ne bouge pas. Alors vous me parlez de rigueur budgétaire, excusez-moi, mais finir avec un excédent de 7 millions d'euros, je pense que ça dénote quand même une certaine rigueur, autrement, on n'en serait pas là. Ça, c'est important de le dire. Bon, j'entends votre discours populiste, mais avoir de la rigueur budgétaire, c'est anticiper l'avenir, Madame ETHUIN et comme l'a dit Agnès, on peut se gargariser aujourd'hui, mais on a des jours à venir qui ne vont pas être des plus faciles et donc c'est prévoir l'avenir, donc tout claquer maintenant, et puis faire plaisir à notre population pour être réélu, ce n'est pas ce n'est pas la bonne solution du tout, parce que demain on le paiera. Donc nous, on préfère avoir cette rigueur budgétaire et puis continuer à avoir des finances saines que de faire du populisme, de claquer de l'argent et puis de dire voilà, on va être réélus grâce à ça. »

Madame DISDIER : « Je ne suis pas d'accord, Monsieur le Maire, sur le mot populisme, d'autant plus que nous ne sommes pas en période électorale, Monsieur le Maire. Donc là, que ce soit pour moi ou pour vous ... »

Monsieur le Maire : « ... bientôt les sénatoriales ... »

Madame DISDIER : « Pardon ? »

Monsieur le Maire : « C'est bientôt les sénatoriales. »

Madame DISDIER : « Oui, pourquoi vous êtes candidat ? »

Monsieur le Maire : « Ah non, non, du tout. »

Madame DISDIER : « Donc on est bien d'accord, vous n'êtes pas en campagne électorale, donc voilà, nous ne sommes pas là pour faire, il n'est pas question de faire plaisir à notre électorat. Il est surtout question d'une situation actuelle dramatique, la précarité augmente, les caudrésiens, on le voit d'ailleurs par une augmentation encore de notre DSU, précarité de nos caudrésiens, donc il n'y a pas de populisme, il n'y a pas de vouloir faire plaisir pour, je vous dis, pour des questions d'élection. Je continue à dire vous vous gargarisez, mais effectivement on peut quand même, le legs de M. Louis Sandras, a quand même relativement bien aidé la situation de Caudry et moi ce qui me chagrine quand même c'est, je pensais sincèrement qu'on allait utiliser ce legs, cette somme qui est relativement importante dans un projet bien précis, qui aurait pu d'ailleurs porter le nom de Monsieur Sandras pour lui être reconnaissant de ce legs. Mais là, je vois que vous vous utilisez déjà quasiment un tiers de cette somme que vous engloutissez dans le budget global de la ville, donc on ne sait pas en réalité à quoi il a servi et je trouve ça dommage et je souhaiterais que pour le reste, voilà, on ait un projet précis pour ces 3 millions et quelques qui restent et ne pas l'utiliser justement pour finir de payer telle ou telle chose. Voilà ce legs est extrêmement important et aide très clairement à la situation effectivement financière de la ville, qui est vraiment très loin d'être négligeable mais je voudrais vraiment qu'il soit utilisé à bon escient. Et voilà, le fait que ce soit dépensé, je vous dis englouti pour moi ce n'est pas bon. Je ne suis pas d'accord sur cette, voilà... »

Monsieur le Maire : « Alors bon, très bien. Donc j'ai entendu, la gestion que vous nous demandez, c'est une gestion qui mènerait la ville dans quelques années dans le mur. Après nous dire que cet argent n'a pas été utilisé pour, par rapport à Monsieur Sandras, on a inauguré la semaine dernière, vous n'étiez pas là, la salle Secretin, ... »

Madame DISDIER : « ... Je ne suis pas une professionnelle de la politique, je travaille, j'ai un travail... »

Monsieur le Maire : « ... qui est dans le complexe Sandras et ... »

Madame DESREUMAUX : « ... conseillère régionale, c'est ça ? »

Madame DISDIER : « J'ai un travail, Madame, je n'ai jamais dépendu, je ne dépends pas financièrement de mon mandat de conseillère régionale, Madame, j'ai un travail. »

Monsieur le Maire : « Alors donc nous avons inauguré la salle Secretin qui se trouve dans le complexe Sandras, donc Louis Sandras, si on n'honore pas en inaugurant une salle qui est dans le complexe qui porte son nom, je ne sais pas comment on peut faire mieux. On va faire les aménagements de l'abord d'une future maison de santé. C'est ce que demandait Monsieur Sandras, et vous savez comment va s'appeler cette maison de santé? Je vous donne en 1000, elle va s'appeler Maison de santé Louis Sandras. Voilà, vous voyez. »

Madame DISDIER : « Pour l'instant ça n'apparaît pas. »

Monsieur le Maire : « Bah non, mais c'est dans le budget, c'est dans le budget primitif on n'y est pas encore, on est... »

Madame BERANGER : « Oui, si je peux me permettre, là, c'est pas le vote du budget, là pour l'instant on parle que des taux, donc on n'est pas... »

Monsieur le Maire : « Et après Madame ETHUIN, pour terminer, tout à l'heure vous nous disiez qu'on se gargarisait, mais alors vous, vous parlez du legs Sandras, le legs Sandras, on a dit tout à l'heure que si on avait emprunté les 2 millions qu'on empruntait tous les ans, on aurait fini avec un excédent de 9 millions, d'accord ? Si on retire les 5,6 millions de Monsieur Sandras on est à 3,6 millions donc on finit encore avec un meilleur excédent que l'année dernière. Donc c'est pas vrai ce que vous dites, on est même... »

Madame DISDIER : « Alors, pourquoi vous profitez pas de baisser les bases pour éviter l'augmentation ... »

Monsieur le Maire : « ... Mais parce qu'on va prendre 800 000 € d'électricité et de gaz supplémentaire, les caudrésiens souffrent, nous on souffre mais la commune, elle souffre aussi Madame ETHUIN. On va prendre 800 000 € en plus de consommation électrique et de gaz l'année prochaine. Et qui nous dit que ça ne va pas encore augmenter? Donc nous ce qu'on doit faire, c'est avoir une gestion vigilante, en bon père de famille et faire attention, faire attention à ces finances pour prévoir un avenir qui n'est pas des plus roses. »

Madame DISDIER : « Mais, il est possible de baisser les impôts. »

Monsieur le Maire : « Ah oui bien sûr. »

Madame DISDIER : « ... les maires Rassemblement National comme Hénin-Beaumont ont réussi plusieurs années d'affilées à baisser les taux. »

Monsieur le Maire : « Mais ils étaient à 39 %, là où on est à 19 %, c'est facile? Nous, on est les quatrièmes plus bas du département du Nord. Après, quand on est à 50, c'est comme les compensations, malheureusement, nous on avait une taxe d'habitation qui était faible, donc on a été compensé faiblement et puis les villes qui géraient mal, qui avaient fait des taux d'imposition, des taux d'habitation très, très élevés, bah ils sont compensés très, très élevés. Voilà. Malheureusement, nous, on a toujours eu des taux d'imposition qui étaient faibles et effectivement, on ne peut pas, on ne peut pas jouer dessus. Voilà. Mais quand on est à 40 pour descendre, pour descendre de 40 à 38, c'est faisable, on reste toujours à 38. »

Madame DESREUMAUX : « Est-ce que je peux réagir aux propos qui viennent d'être énoncés ? »

Monsieur le Maire : « Oui. »

Madame DESREUMAUX : « Très bien. Je vous remercie. Alors écoutez, c'est bien, je vois que Madame ETHUIN, a pu, a pris le temps de lire mon tract et l'a compris, c'est bien. Alors Madame ETHUIN nous propose là ce soir, la main sur le cœur et nous explique des choses que j'explique depuis des années. Effectivement, arrêtez de dire que vous n'augmentez pas les impôts, les impôts augmentent de toute façon, à partir du moment où vous même vous ne décidez pas de les baisser pour que ce soit une opération zéro, c'est d'ailleurs ce que j'ai dit au ROB il y a un mois. D'autant plus qu'on a effectivement pas besoin d'avaler selon, reprenons vos propos, puisque apparemment on est en excédent historique de 7 millions, donc en réalité on n'a même pas besoin de revoir la gestion ou autre puisque les 7 millions sont là, donc pourquoi se poser plus de questions? Et puis Monsieur BRICOUT, en réalité, on le paye déjà votre gestion, quand je vois le sort... »

Monsieur le Maire : « ... Monsieur le Maire s'il vous plaît... »

Madame DESREUMAUX : « ... Quand je vois le sort que vous avez réservé au CCAS. »

Monsieur le Maire : « Ce n'est pas le CCAS Madame, c'est le SAD, donc dites les choses comme il faut. Arrêtez de faire de la désinformation s'il vous plaît. On appelle un chat un chat, c'est pas le CCAS, c'est le SAD. »

Madame DESREUMAUX : « Écoutez, si c'est des désinformations, n'hésitez pas à reporter plainte contre moi, il n'y a pas de soucis. »

Monsieur le Maire : « C'est bon, Messieurs, Dames ? »

Madame BERANGER : « Alors on va passer au vote. »

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
2 ABSTENTIONS : M. COLLIN – MMÈ DESREUMAUX
1 CONTRE : MME DISDIER

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

Madame BERANGER : « Alors donc, maintenant, nous passons donc au budget principal. »

20. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ BUDGET PRINCIPAL

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, soumet à l'approbation du Conseil Municipal, le projet de Budget Primitif pour l'exercice 2023 examiné par la commission des Finances au cours de sa séance du 05/04/2023 et dont le montant total est égal à 48 367 541,86 €.

Ce budget s'équilibre

- en section de fonctionnement à 28 298 784,28 €
- en section d'investissement à 20 068 757,58 €

- Le virement de la section de fonctionnement s'élève à 8 128 831,20 €

- En section d'investissement sont principalement inscrits :

- un emprunt de 2 000 000,00 €
- le besoin de couverture de 2022 en section d'investissement de 5 437 143,95 €
- chapitre 20 - Études et immobilisations incorporelles 15 510,00 €
- chapitre 21 – Acquisitions et immobilisations corporelles 2 086 035,29 €
- chapitre 23 – Travaux – constructions et VRD 3 140 588,39 €
- Autres opérations et programmes d'investissement 5 658 396,15 €
- le remboursement du capital des emprunts 2 159 000,00 €

NOTE DE PRÉSENTATION BRÈVE ET SYNTHÉTIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2023

L'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au Budget Primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note qui répond à cette obligation sera disponible sur le site internet de la commune.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'exercice 2023. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 Avril de l'année à laquelle il se rapporte et être transmis au représentant de l'État dans un délai de 15 jours maximum après la date limite du vote.

Par cet acte, le Maire, ordonnateur, est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget pour la période qui s'étend du 1^{er} Janvier au 31 Décembre de l'année d'exécution.

Le budget 2023 est proposé au vote du Conseil Municipal le 13 Avril 2023. Il pourra être consulté sur simple demande au service finances de la Mairie aux heures d'ouvertures des bureaux.

Ce budget a été réalisé sur les bases du débat d'orientation budgétaire présenté le 15 Mars 2023 au Conseil Municipal.

Il a été établi avec la volonté :

- de poursuivre la maîtrise des dépenses de fonctionnement en tenant compte du contexte inflationniste présent et tout en maintenant le niveau de qualité des services proposés aux caudrésien(ne)s et caudrésien(ne)s toutes générations et statuts confondus.
- de maintenir le rythme des investissements durables sur la commune avec une priorité accordée à ceux qui permettront d'alléger les dépenses de fonctionnement.
- de mobiliser des subventions auprès de l'État, de la Région, du Département, de la CAF et autres organismes chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et d'investissement structurent le budget de la commune. D'une part, la gestion des affaires courantes en section de fonctionnement, incluant notamment les dépenses de fluides, alimentaires, les traitements des agents de la commune, le versement des subventions aux associations, les contributions aux structures intercommunales ... Et d'autre part, la section d'investissement qui a vocation à améliorer le patrimoine et les équipements et infrastructures de la ville pour le présent et pour préparer l'avenir.

I. La section de fonctionnement

Cette section permet à la commune d'assurer les dépenses du quotidien et d'encaisser les recettes liées à ses activités : produits des services proposés par la commune (cantine, garderies, accueil de loisirs, classes de neige, locations de salle, taxes sur les droits de mutation, ...)

En 2023 les dépenses de fonctionnement sont égales à 28 298 784,28 € (dont 18 499 857,00 € pour les dépenses de gestion).

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 19 271 657 € auxquelles s'ajoutent les dépenses d'ordre (équilibre entre sections) pour un montant de 9 027 127,28 €.

Les recettes de fonctionnement : 28 298 784,28 €.

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 20 619 288,06 € dont 20 576 836,00 € de recettes de gestion. Outre les recettes liées aux services précisés ci-avant les autres recettes de fonctionnement sont principalement constituées par :

- les impôts locaux :	5 578 676,00 €
- la DGF :	2 253 559,00 €
- l'attribution de compensation de la CA2C :	8 731 289,00 €
- la compensation de l'État au titre des exonérations de TF :	1 438 633,00 €

Madame BERANGER : « Vous avez ensuite un tableau qui reprend la synthèse de la section de fonctionnement, donc en dépenses, nous retrouvons le chapitre 11 charge à caractère général

pour 5 468 000 €. Donc comme Monsieur le Maire l'a dit donc ce chapitre est largement impacté par l'inflation et surtout par l'augmentation du coût de l'énergie puisque le coût de l'énergie prend 600 000 € sur le chapitre. Ensuite les charges de personnel qui sont impactés donc par l'augmentation du point d'indice, l'augmentation du SMIC et la revalorisation des catégories B et C donc qui ont été décidées l'année dernière et donc là on doit les subir, les supporter en année pleine, donc on arrive à une masse salariale à hauteur de 9 500 000 €. Ensuite nous avons les autres charges de gestion. Donc c'est là qu'on retrouve la contribution au SDIS, la contribution au Val du Riot, au SIEDEC, aux Murs Mitoyens, au SMABE, les subventions aux associations. Donc on a un total de dépenses de gestion de 18 499 857 €. Ensuite, des dépenses imprévues pour 200 000 €, des charges financières de 381 800 €, des charges exceptionnelles pour 190 000 €. Donc c'est dans ce chapitre que l'on retrouve les bons seniors qui sont à dépenser chez nos commerçants. C'est là qu'on retrouve aussi les subventions au Millenium si on en a besoin cette année et également les bourses pour les étudiants, pour les bacheliers, etc. Donc on a un total de dépenses réelles de 19 271 657 €. A cela donc, s'ajoute le virement à la section d'investissement de 8 128 000 € et des opérations d'ordre de 898 000 € pour un total de 28 298 784,28 €. En ce qui concerne les recettes, nous avons les atténuations de charges. Donc ce qui concerne le personnel, ce sont souvent les remboursements d'IJ, d'indemnités journalières en cas d'arrêt maladie pour 130 000 €, les produits des services donc comme j'en ai déjà parlé, cantine, centre aéré, droit de place, etc donc pour 970 600 €, les impôts et taxes, comme ça a été largement débattu suite à la revalorisation des bases, on a pour la fiscalité locale, donc 5 578 000 €, les attributions de compensation de la CA2C pour 8 731 289 €, le chapitre 74 Dotations et participation, donc on retrouve notre dotation globale de fonctionnement avec la dotation de fonctionnement, la DSU, on retrouve également la compensation qui est reversée par l'Etat suite à la diminution des valeurs locatives des bâtiments commerciaux qui ont été divisés par deux l'année dernière, donc on retrouve également ce montant là dans cette ligne là, qui représente un total de 3 921 614 €. Ensuite, nous avons les autres produits de gestion courante pour 330 000 €. C'est là que l'on retrouve les revenus des immeubles. Nous avons un total de recettes de gestion de 20 576 836 €, ensuite, des petits produits financiers pour 100 €, des produits exceptionnels pour 20 000 €, une reprise sur provision de 22 352 €, soit un total de recettes réelles de 20 619 288,06 €. Actuellement donc dans les produits financiers, on n'a pas encore budgété le produit du placement d'une partie de l'héritage et qui se chiffrerait à environ 50 000 € d'intérêts mais comme on n'a pas encore vraiment le montant exact... »

Monsieur le Maire : « 50 000 € d'intérêts pour six mois, 2 fois 3 mois. »

Madame BERANGER : « Donc ce sera ce sera inscrit lors de la décision budgétaire modificative en fin d'année. Ensuite, nous avons des opérations d'ordre de transfert et le résultat 2022 de 7 369 000 € donc qui nous donne le total de 28 298 000 €. Donc la fiscalité locale, donc les taux, comme nous l'avons déjà précisé, sont inchangés pour la 17^e année consécutive. »

BUDGET PRIMITIF 2023 SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES			RECETTES		
011	Charges à caractère général	5 468 000,00	013	Atténuations de charges	130 000,00
012	Charges de personnel	9 500 000,00	70	Produits des services	970 600,00
014	Atténuations de produits	1 500,00	73	Impôts et taxes	15 224 622,00
65	Autres charges de gestion	3 530 357,00	74	Dotations et participations	3 921 614,00
			75	Autres produits de gestion courante	330 000,00
	Total dépenses gestion	18 499 857,00		Total recettes de gestion	20 576 836,00
022	Dépenses imprévues	200 000,00	76	Produits financiers	100,00
66	Charges financières	381 800,00	77	Produits exceptionnels	20 000,00
67	Charges exceptionnelles	190 000,00	78	Reprise sur provisions	22 352,06
	Total dépenses réelles	19 271 657,00		Total recettes réelles	20 619 288,06
023	Virement à la section d'investissement	8 128 831,20	042	Opérations d'ordre de transfert	310 043,93
042	Opération d'ordre de transfert	898 296,08	002	Résultat 2022	7 369 452,29
TOTAL		28 298 784,28	TOTAL		28 298 784,28

La fiscalité locale

Les taux d'impôts locaux pour 2023

THRS : 19,37 %	base prévisionnelle	428 098 €
TFPB : 38,80 %	base prévisionnelle	16 258 000 €
TFNB : 44,40 %	base prévisionnelle	144 400 €

Les taux proposés sont inchangés pour la 17^e année consécutive.

Le produit fiscal attendu s'élève à 6 455 141 € (avant déduction du coefficient correcteur : - 876 465 €).

II. La section d'investissement

Le budget d'investissement prépare l'avenir contrairement au budget de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté.

La section d'investissement concerne les dépenses et les recettes liées aux nouvelles opérations mobilières ou immobilières. Pour les dépenses, une large part est accordée cette année encore à la rénovation et aux travaux de modernisation, de mise en sécurité du patrimoine bâti, l'acquisition de biens immobiliers, de matériels et véhicules nécessaires au fonctionnement des services communaux.

En recettes, le budget comporte le virement de la section de fonctionnement : 8 128 831,20 €, les dotations et autres taxes fonds et réserves : 6 272 929,58 €, l'emprunt : 2 000 000 € et les subventions attendues sur les programmes d'investissement.

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 20 068 757,58 € répartis comme suit :

Dépenses :	Crédits reportés 2022 :	1 613 121,18 €
	Crédits 2023 :	18 455 636,40 €
Recettes:	Crédits reportés 2022 :	2 193 895,35 €
	Crédits 2023 :	17 874 862,23 €

Les subventions attendues :	
Report 2022 :	2 193 895,35 €
Nouvelles notifiées 2023 :	119 000,00 €
	<hr/>
	2 312 895,35 €

Il est précisé que seules les recettes notifiées sont inscrites au budget.

Vue d'ensemble de la section d'investissement

RECETTES		DÉPENSES	
Virement	8 128 831,20	Solde exécution 2022	6 017 918,12
FCTVA	705 786,63	Remboursement emprunt	2 159 000,00
Taxe aménagement	130 000,00	Opérations d'ordre	310 043,93
Emprunt	2 000 000,00	Opérations patrimoniales	147 932,37
Vente terrain	307 872 ,00	Reports dépenses 2022	1 613 121,18
Amortissements	898 296,08	Participation contournement Ouest de Caudry (solde)	533 333,33
Opérations patrimoniales	147 932,37	Acquisition matériel – mobiliers – terrains – travaux – plantations	1 488 718,26
Reports recettes 2022	2 193 895,35	Immobilisations en cours	2 722 788,39
Excédent de fonctionnement capitalisé	5 437 143,95	Programme d'investissement 2023	5 075 902,00
Subvention ANS Complexe sportif SANDRAS	119 000,00		
	20 068 757,58		20 068 757 ,58

PPI

	2023	2024	2025	2026	2027
Restructuration complexe sportif Sandras en plaine de jeux et construction d'un terrain de paddel, baskets et abords	600 000,00 €	390 000,00 €			
		1 075 000,00 €			
Mise en accessibilité de bâtiments communaux	540 000,00 €				
Contournement Ouest de Caudry	533 333,33 €				
Mise en sécurité de la Basilique Sainte Maxellende	830 000,00 €	1 160 900,00 €			
Musée des Dentelles et Broderies	50 000,00 €				
Salle Jacques Secrétin	781 340,00 €				
Système Vidéoprotection	282 294,00 €				
Rénovation étage rue Aristide Briand / Trésorerie	80 810,83 €				
Création de stationnements abords bibliothèque	225 000,00 €				
Attractivité Centre-ville Aménagement de carrefours : - Rue du Maréchal Leclerc / abords espace santé - Rues du Maréchal Leclerc / République - Amélioration parking Centre-ville	1 000 000,00 €	1 367 215,41 €			
Extensions salons funéraires			78 000,00 €	150 000,00 €	
Extension Espace Schweitzer			216 000,00 €		
Auto consommation collective / pose de panneaux photovoltaïque	473 268,00 €				
Réhabilitation Ecole Condorcet		1 500 000,00 €	768 930,00 €		
Réhabilitation Ecole Paul Bert				1 500 000,00 €	815 700,00 €
	5 396 046,16 €	5 493 115,41 €	1 062 930,00 €	1 650 000,00 €	815 700,00 €

III. La dette communale

**Tableau du Profil d'Extinction de la Dette par exercice annuel du 01/01/2023 au 31/12/2038
avec emprunt 2.000.000 € à 3,4 %**

Année de la date de début d'exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2023	18 266 643,62 €	2 150 546,04 €	388 759,13 €	2 539 305,17 €	16 116 097,58 €
2024	18 116 097,58 €	2 148 600,70 €	449 571,80 €	2 598 172,50 €	15 967 496,88 €
2025	15 967 496,88 €	2 049 280,18 €	408 784,01 €	2 458 064,19 €	13 918 216,69 €
2026	13 918 216,69 €	1 613 184,45 €	341 175,52 €	1 954 359,97 €	12 305 032,24 €
2027	12 305 032,24 €	1 612 651,39 €	289 653,54 €	1 902 304,93 €	10 692 380,85 €
2028	10 692 380,85 €	1 584 844,07 €	248 412,91 €	1 833 256,98 €	9 107 536,77 €
2029	9 107 536,77 €	1 532 887,06 €	209 133,51 €	1 742 020,57 €	7 574 649,71 €
2030	7 574 649,71 €	1 405 737,57 €	173 831,39 €	1 579 568,96 €	6 168 912,14 €
2031	6 168 912,14 €	1 315 344,47 €	142 089,11 €	1 457 433,58 €	4 853 567,66 €
2032	4 853 567,66 €	1 175 764,79 €	113 068,34 €	1 288 833,13 €	3 677 802,87 €
2033	3 677 802,87 €	1 123 999,56 €	85 055,42 €	1 209 054,98 €	2 553 803,31 €
2034	2 553 803,31 €	946 882,45 €	59 810,88 €	1 006 693,33 €	1 606 920,85 €
2035	1 606 920,85 €	665 112,65 €	37 946,95 €	703 059,60 €	941 808,20 €
2036	941 808,20 €	476 262,51 €	23 622,75 €	499 885,26 €	465 545,69 €
2037	465 545,69 €	332 212,35 €	12 339,11 €	344 551,46 €	133 333,33 €
2038	133 333,33 €	133 333,33 €	4 596,30 €	137 929,63 €	0,00 €
		20 133 310,29 €	2 983 254,37 €	23 116 564,66 €	

L'annuité 2023 s'élève à 2 539 305,17 € dont 388 759,13 € en intérêts et 2 150 546,04 € en capital.

Le capital restant dû au 1^{er} Janvier 2023 s'élève à 18 266 643,62 € (20 376 010,41 € en 2022).

Madame BERANGER : « Donc dans les recettes, nous avons donc le virement de la section de fonctionnement, le FCTVA, donc sur tout ce qu'on engage en investissement, on récupère une grosse partie de la TVA, la taxe d'aménagement, l'emprunt, la vente de terrains, les amortissements, les opérations patrimoniales que l'on retrouve en recettes et en dépenses, le report de recettes de 2022, l'excédent de fonctionnement capitalisé, donc ça c'est la l'affectation du résultat, c'est ce qui est nécessaire à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement de 2022 et une subvention pour le complexe sportif Sandras de 119 000 €. Donc on a un total de la section d'investissement de 20 068 757 €. En dépenses nous avons le solde d'exécution de 2022 donc les 6 017 918 €, le remboursement d'emprunts pour 2 159 000 €, les opérations d'ordre, donc, ce sont les travaux en régie, le report de dépenses de 2022, on en avait 1 613 000 €, la participation au contournement ouest de Caudry, le solde pour 533 333 €, l'acquisition de matériels, mobiliers, terrains, plantations, etc, les immobilisations en cours et le programme d'investissement 2023 de 5 075 902 €. Au niveau du total ça nous fait 20 068 757,58 €. Donc sur la page suivante, vous retrouvez le programme pluriannuel d'investissement. Ce programme répond à un objectif d'une vision globale des projets d'investissement pour l'avenir, puisque ça permet donc d'étaler les gros projets, on est obligé de les étaler sur plusieurs années puisque ne serait-ce qu'en termes de réalisation, ça demande du temps. Pour 2023, nous avons des crédits pour la restructuration du complexe sportif Sandras pour 600 000 €, ce qui répond donc quand même à un besoin des sportifs, une mise en accessibilité des bâtiments communaux 540 000 €, le contournement ouest de Caudry, mise en sécurité de la basilique, Musée des dentelles et broderies, la salle Jacques Secretin, le système de vidéoprotection, la rénovation de l'étage de la rue Aristide Briand pour la Trésorerie, la création de stationnements aux abords de la bibliothèque, l'attractivité du centre ville dont les abords de l'espace santé et aussi donc, ce qui est très important, de l'autoconsommation collective, donc avec la pose de panneaux photovoltaïques sur nos bâtiments, avec l'objectif de devenir en partie autonome dans nos consommations d'électricité, donc pour un total de 5 396 046 €. Vous avez ensuite donc la dette communale avec le tableau du profil d'extinction de la dette, en 2038, nous serions à zéro. L'annuité 2023 s'élève à 2 539 000 € dont 388 000 € en intérêts et 2 150 000 € en capital. Donc voilà, en ce qui concerne le budget, donc, vous avez ensuite en pièce jointe le détail ligne par ligne. J'en profite pour remercier Madame Christine BACCOUT pour la qualité de ce document et à Monsieur Jérôme HISBERGUE, responsable des services financiers, qui a travaillé aussi en étroite collaboration avec notre Directrice Générale des Services. »

Monsieur le Maire : « Oui, merci Agnès et puis merci Christine, merci Jérôme, c'est vrai que j'ai vu Christine plongée dans ce budget depuis plusieurs semaines, stressée, c'est un jeu de chiffres. Et puis Jérôme sollicité à chaque fois pour ramener des éléments. Merci à vous. C'est chose faite. »

Madame BERANGER : « Il y a des interventions ? »

Madame DESREUMAUX : « Très bien, je vous remercie Madame BERANGER. Alors, je rappelle que mes propos de ce soir ne remettent en aucun cas en cause le travail des agents que je remercie aussi pour leur travail et tout le sérieux qu'ils ont pu donner à la réalisation de ce budget municipal. Alors, je souhaite aussi revenir sur vos propos, Monsieur BRICOUT, vos propos en préambule. »

Monsieur le Maire : « Monsieur le Maire. »

Madame DESREUMAUX : « Ne confondez tout de même, enfin, ne confondez pas attaque et l'expression d'une volonté politique en totale opposition avec la vôtre. Ça, c'est un sérieux problème. Alors effectivement, on entend vraiment de tout de votre part. J'ai d'ailleurs en mémoire les résultats stratosphériques de 2018 où un plus est devenu un moins ou un moins un plus, enfin voilà. Cette année, il va s'agir d'un résultat historique. En réalité, humilité n'est vraiment pas votre ami et on en est à se poser la question ne serait ce pas la méthode Coué? Alors ce budget me pose question mais cela comme tous les ans, ce budget est à lui seul un coup de main tombé du ciel sauf que l'argent de Louis Sandras, devenu l'argent des caudrésiens, vous le dévoyer et vous n'en avez pas l'honnêteté de dire publiquement ce que vous en avez fait. Alors maintenant, vous essayez et c'est ce que j'entends ce soir de raccrocher les wagons en imputant

des dépenses qui étaient déjà prévues sous le logo Sandras, en fait, ce soir, là, on assiste à ce qu'on pourrait appeler une sorte de Sandras washing, voilà. Alors vraiment, moi je vous pose la question comment peut-on se réjouir ce soir d'une dette de 18 millions quand en plus on la recouvert à hauteur de 2 millions grâce à l'argent d'un bienfaiteur qui en plus n'était pas du tout au départ donné pour rembourser la dette de votre prédécesseur et la vôtre. Alors la dette a baissé mais effectivement, il ne s'agit là que d'un coup de pouce providentiel. Pour le reste, ce budget est sans grande surprise. Nous sommes face à un budget sans ambition. On se contente de faire état des constructions en attente et des constructions à venir. Bref, on bâtit, mais on ne construit absolument pas de lien social. Moi, j'aurais aimé pouvoir y découvrir les axes structurants et votre vision politique en matière sociétale. Quel est donc le fil conducteur de cette mandature? Alors, je sais que vous nous avez déjà expliqué que votre prédécesseur avait tout fait et que vous, il ne vous restait plus qu'à dérouler, bon ben écoutez, oui, effectivement, c'est ce à quoi on assiste. Moi j'aurais aimé savoir quelle est votre, au travers de ce budget, quelle est votre position sur le service public? Quand je vois ce qui se passe avec le CCAS. De la même manière autour de cette table et tous les ans, on assiste à des propos parfois très très étonnants, autour de cette table, beaucoup de projets sont annoncés ici sans que jamais ils ne se réalisent. Il y a un an ou deux, on nous annonçait l'agrandissement du musée de la dentelle par le haut. Là, je n'en vois aucune trace. Est ce qu'on va l'agrandir enfin ce musée qui est très à l'étroit ? Dans tous les cas, pour moi, ce budget reste vraiment sans grande surprise. Il manque vraiment beaucoup en matière de lien social, en matière d'écologie en réalité, parce qu'encore une fois on fait peu et on fait semblant. Alors, comme à mon habitude, effectivement, je voterai contre. Je vous remercie. »

Monsieur le Maire : « Allez, on passe au vote. »

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
2 CONTRE : MME DISDIER - MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023 – Annulée et remplacée le 05/05/2023

21. DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

➤ **BUDGET PRINCIPAL**

BUDGET PRIMITIF 2023 – CONTRIBUTION DE LA COMMUNE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE DU VAL DU RIOT

Dans le cadre du vote du budget primitif de la commune pour l'exercice 2023, Madame Claudine PLUCHART, Conseillère Municipale, rappelle au Conseil Municipal que la contribution annuelle de la ville de Caudry au Syndicat Intercommunal d'Aménagement Touristique du Val du Riot est accordée sous forme de contribution directe inscrite au budget – chapitre 65 – article 65548.

Pour 2023, elle propose au Conseil Municipal d'acter de nouveau la prise en charge directe par le budget communal, de cette contribution, dont le montant s'élève à 893 439,63 €.

Monsieur le Maire : « Très bien, Merci Claudine. Alors, pour votre parfaite information, notre participation au fonctionnement du Val du Riot était de l'année dernière de 893 753 € donc c'est un petit chouïa en dessous. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
2 ABSTENTIONS : MME DISDIER - MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

22. AUTORISATIONS DE PROGRAMME CRÉDITS DE PAIEMENT RELATIFS AUX PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - MODIFICATION :

➤ BASILIQUE SAINTE MAXELLENDÉ

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, rappelle à l'assemblée que, lors de ses séances des 11 Avril, 26 Juin 2018, 11 Avril 2019 et 1^{er} Juillet 2020, elle avait approuvé une **Autorisation de Programme** (opération 1003), d'un montant total de 4 185 095,73 € (travaux et ingénierie), pour les travaux de restauration de la Basilique Sainte Maxellende à réaliser sur les exercices 2019 à 2023, tenant compte des résultats de l'appel d'offres pour la réalisation de ces travaux : 3 877 235,74 € TTC (hors ingénierie) et des aléas dans le démarrage et l'avancée du chantier liés aux délais de classement de la Basilique au titre des monuments historiques le 25 Septembre 2019, à l'obtention du permis de construire en Janvier 2020 ainsi qu'à la crise sanitaire engendrée par l'épidémie de COVID-19.

Une étude pour la préservation de ce patrimoine effectuée par le cabinet d'architecture Brunelle avait en effet fait apparaître la nécessité d'entreprendre des travaux de grande envergure sur cet édifice culturel.

La première phase de travaux a consisté en la mise en sécurité de la Basilique et s'est achevée en début d'année 2021. Les autres tranches de travaux n'exigeant pas la même urgence, la phase 2 a démarré au cours de l'année 2022. Dans la mesure où les travaux ont débuté en fin d'année, elle invite le Conseil Municipal :

→ à approuver la nouvelle répartition des crédits de paiement de l'autorisation de programme 1003-Basilique Sainte Maxellende d'un montant global de 4 256 903,15 € TTC qui annulera et remplacera la délibération DGS/13-04-2022/Q29 du 13 Avril 2022 dès que la présente sera devenue exécutoire.

N° des AP	INTITULE DU PROGRAMME	Montant de l'Autorisation de Programme (AP)	MONTANT DES CRÉDITS DE PAIEMENT						
Programme			2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1003	Basilique Sainte Maxellende	4 256 903,15 €	139 720,53 €	755 759,77 €	416 019,81 €	600 000,00 €	830 000,00 €	1 160 900,00 €	354 503,04 €

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS 1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services

Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

23. AUTORISATIONS DE PROGRAMME CRÉDITS DE PAIEMENT RELATIFS AUX PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - MODIFICATION :

➤ COMPLEXE SPORTIF SANDRAS

Afin de réaliser la 4^{ème} et dernière phase de travaux de modernisation du complexe sportif SANDRAS, Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, propose à l'assemblée d'adopter le tableau suivant relatif aux autorisations de programme et crédits de paiement suivant :

Cette dernière phase consistera en la réhabilitation et l'extension des vestiaires, la création d'une placette, d'un terrain de basket-ball 3x3 et de 2 terrains de padel couverts.

N° des AP	INTITULE DU PROGRAMME	Montant de l'Autorisation de Programme (AP)	MONTANT DES CRÉDITS DE PAIEMENT							
Programme			2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
9008	Complexe Sportif Sandras	6 028 536,74 €	1 662 000,00 €	684 000,00 €	1 118 101,07 €	371 482,23 €	108 820,00 €	19 133,44 €	600 000,00 €	1 465 000,00 €

Ceci étant exposé, Madame BERANGER, demande, au Conseil Municipal :

- d'une part, d'approuver le nouveau coût global ainsi que la répartition des crédits de paiement de l'opération « Complexe Sportif Sandras »
- d'autre part, de décider que la présente délibération, une fois exécutoire, annulera et remplacera la délibération du 13 Avril 2022 référencée DGS/13-04-2022/Q30.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

24. AUTORISATIONS DE PROGRAMME CRÉDITS DE PAIEMENT RELATIFS AUX PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT :

➤ **SALLE DE SPORT JACQUES SECRETIN**

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, rappelle que le projet de réhabilitation de la salle de sport Jacques Secretin a débuté en 2021 pour s'achever en ce début d'année 2023.

Afin d'intégrer les révisions de prix du marché, Madame BERANGER propose au Conseil Municipal d'adopter le tableau modifié ci-joint relatif à l'autorisation de programme et aux crédits de paiement nécessaires à la réalisation du projet de réhabilitation extension de la salle de sport Jacques Secretin qui annulera et remplacera la délibération DGS/13-04-2022/Q32 dès que la présente sera devenue exécutoire :

N° des AP	INTITULE DU PROGRAMME	Montant de l'Autorisation de Programme (AP)	MONTANT DES CRÉDITS DE PAIEMENT		
Programme			2021	2022	2023
9021	Salle de sport J. Secretin	2 090 609,16 €	51 003,00 €	1 296 917,17 €	781 340,00 €

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

25. AUTORISATIONS DE PROGRAMME CRÉDITS DE PAIEMENT RELATIFS AUX PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT :

➤ **ATTRACTIVITE DU CENTRE-VILLE**

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, expose que parmi les grands projets inscrits au programme pluriannuel d'investissement de la commune figure un projet d'aménagement urbain lié à l'attractivité du centre-ville.

Il consistera en l'amélioration des accès au centre-ville et notamment à la future Maison de Santé située au carrefour des rues Léon Blum et du Maréchal Leclerc, l'amélioration du carrefour République/Maréchal Leclerc favorisant ainsi l'accès au Musée des Dentelles et Broderies . Le projet prévoit en outre de traiter les abords du Musée par la requalification du parking de la place des Mantilles, en l'intégrant dans un écrin végétal. Ce parcours d'aménagement d'embellissement de la commune depuis la rue Léon Blum comprend enfin l'amélioration de la visibilité et des accès au parking Aristide Briand.

Madame BERANGER propose au Conseil Municipal :

- d'approuver l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement du programme 9018 – Attractivité du centre-ville pour un montant global de 2 367 215,41 € TTC répartis comme présenté dans le tableau ci-après :

INTITULE DU PROGRAMME	Montant de l'Autorisation de Programme (AP)	Montant des crédits de paiement	
		2023	2024
Cœur de ville – Attractivité du centre-ville	2 367 215,41 €	1 000 000,00 €	1 367 215,41 €

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

26. EXAMEN DES DEMANDES DE SUBVENTIONS 2023 AUX ASSOCIATIONS

Les différentes commissions municipales chacune en ce qui la concerne, puis en date du 5 Avril 2023, la commission des finances, gestion et prospective budgétaire, ont examiné les demandes de subventions aux associations locales et extérieures pour l'année 2023 et ont formulé leurs avis sur lesdites demandes.

Suivant leurs préconisations, Monsieur le Maire propose :
→ d'accorder les subventions telles que figurant dans les tableaux ci-après.

En cas d'accord les crédits sont inscrits au BP de l'exercice 2023.

Monsieur le Maire : « Donc on passe à la question 26 : examen de demandes de subventions. Alors pour vous dire que toutes ces demandes de subventions ont été étudiées à la loupe par les différentes commissions où étaient présents les différents représentants politiques ici présents. Donc ce qu'on vous propose, c'est de voter par page et si jamais vous avez une abstention, un contre sur une association, vous le dites, ça vous va ? Madame ETHUIN ? Monsieur COLLIN ? Madame DESREUMAUX ? Alors par contre, une nouvelle obligation , donc les élus ici présents, qui ont un rôle dans l'exécutif d'une association doivent sortir. »

**EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES CULTURELLES - ANNÉE 2023**

CONSEIL MUNICIPAL 13/04/2023				
Nom de l'association	Avis de la commission compétente 28/03/2023	Avis de la commission Finances 05/04/2023	Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Association des Géants de Caudry	1 000 €	1 000 €	1 000 €	ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS Mme BERANGER – M. CHMIELEWSKI ne prennent pas part au vote ayant quitté la salle Mme MERY-DUEZ ne prend pas part au vote ayant donné procuration à Mme BERANGER
Association "A Croche Coeur"	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
Association "Photo Passion"	1 000 €	1 000 €	1 000 €	ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS 1 ABSTENTION : Mme DISDIER Mme BERANGER – M. CHMIELEWSKI ne prennent pas part au vote ayant quitté la salle Mme MERY-DUEZ ne prend pas part au vote ayant donné procuration à Mme BERANGER
Association "Question pour un Champion"	100 €	100 €	100 €	
Office Municipal de la Culture	17 000 €	17 000 €	17 000 €	
Club d'Astronomie Caudrésien	200 €	200 €	200 €	
Harmonie Municipale - Batterie - Fanfare	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
Orchestre des Jeunes Caudrésiens	1 000 €	500 €	500 €	
Amicale Laïque	7 000 €	7 000 €	7 000 €	

**EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES « TOURISME ET PATRIMOINE » - ANNÉE 2023**

CONSEIL MUNICIPAL 13/04/2023				
Nom de l'association	Avis de la commission compétente 28/03/2023	Avis de la commission Finances 05/04/2023	Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Caudry Hier et Aujourd'hui	200 €	300 €	300 €	ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ
Caudry Histoire & Patrimoine	500 €	300 €	300 €	

**EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES PATRIOTIQUES – ANNÉE 2023**

CONSEIL MUNICIPAL 13/04/2023				
Nom de l'association	Avis de la commission compétente 28/03/2023	Avis de la commission Finances 05/04/2023	Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Souvenir Français	550 €	500 €	500 €	ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS M.RIQUET ne prend pas part au vote ayant quitté la salle
Médaillés Militaires	250 €	180 €	180 €	
FNACA : Association des Anciens d'Algérie	950 €	900 €	900 €	ADOPTÉ A LA MAJORITÉ 1 CONTRE : Mme DISDIER M.RIQUET ne prend pas part au vote ayant quitté la salle
UNC Caudry	400 €	400 €	400 €	ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS M.RIQUET ne prend pas part au vote ayant quitté la salle

**EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES CARITATIVES - ANNÉE 2023**

CONSEIL MUNICIPAL 13/04/2023				
Nom de l'association	Avis de la commission compétente 23/03/2023	Avis de la commission Finances 05/04/2023	Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Amicale des Donneurs de Sang	600 €	600 €	600 €	ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS Mme RICHOMME – M. BAUDOUX ne prennent pas part au vote ayant quitté la salle Mme DENIZON ne prend pas part au vote ayant donné procuration à Mme RICHOMME
Avenir Jeunes	130 000 €	130 000 €	130 000 €	
Association "Conseils et Finances Familiales"	675 €	675 €	675 €	
Unité Locale de la Croix Rouge	2 000 €	2 000 €	2 000 €	
Association "Scouts et Guides de France"	250 €	250 €	250 €	
FNATH	750 €	750 €	750 €	
Secours Catholique	330 €	330 €	330 €	
Cambrésis Ressources	1 000 €	1 000 €	1 000 €	
Caudry Team Warriors	200 €	150 €	150 €	

**EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES « SENIORS ET RETRAITES » - ANNÉE 2023**

CONSEIL MUNICIPAL 13/04/2022				
Nom de l'association	Avis de la commission compétente 27/03/2023	Avis de la commission Finances 05/04/2023	Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Amicale des Retraités Municipaux	23 000 € (dont 5 000 € déjà versés)	23 000 € (dont 5 000 € déjà versés)	23 000 € (dont 5 000 € déjà versés)	ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS Mme PLUCHART ne prend pas part au vote ayant quitté la salle
Seniors Actifs	2 500 €	2 500 €	2 500 €	
Retraités FO	100 €	100 €	100 €	
Association caudrésienne des retraités	2 500 €	2 500 €	2 500 €	

★ **EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES « LOISIRS » - ANNEE 2023**

CONSEIL MUNICIPAL 13/04/2023			
Nom de l'association	Avis de la commission Finances 05/04/2023	Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Société de Chasse	300 €	300 €	ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS M. MARIN ne prend pas part au vote ayant quitté la salle
Local Unique Caudrésien	500 €	500 €	
Le Club des Jardiniers	300 €	300 €	
Caudry Rétro Passion	300 €	300 €	
Les chiens et chats du sourire	150 €	150 €	
Les tontons rockeurs	300 €	300 €	

**★ EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES « PERSONNEL ET SYNDICAT » - ANNÉE 2023**

		CONSEIL MUNICIPAL 13/04/2023	
Nom de l'association	Avis de la commission Finances 05/04/2023	Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Amicale du Personnel Municipal	30 000 €	30 000 €	ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ
Syndicat CGT	300 €	300 €	ADOPTÉ A LA MAJORITÉ 1 CONTRE : Mme DISDIER
Syndicat FO	300 €	300 €	
Syndicat CFDT	300 €	300 €	
Syndicat AFOC (Consommateurs FO)	100 €	100 €	
Amicale des Sapeurs-Pompiers de Caudry	2 000 €	2 000 €	ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

Monsieur le Maire : « Alors pour les associations locales personnel et syndicats. »

Madame DISDIER : « Je voterai contre tous les syndicats, par contre je voterai les amicales. »

Monsieur le Maire : « D'accord. »

Madame DESREUMAUX : « Moi j'ai juste une question à poser à Madame ETHUIN, est ce que les syndiqués F.O. BUITONI sont au courant que vous ne votez pas leur subvention ? »

Madame DISDIER : « Je compte sur vous pour leur dire Madame DESREUMAUX. »

Monsieur le Maire : « On passe aux subventions aux associations sportives. Là, vraiment, félicitations à la commission sport parce que c'est vraiment un travail d'orfèvre quand on voit la page, vraiment un travail qui a été réalisé avec notre cher dentellier, le docteur Doyer qui a fait dans la dentelle, vraiment avec une justesse parfaite. »

*** EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES SPORTIVES - ANNÉE 2023**

			CONSEIL MUNICIPAL 13/04/2023	
Nom de l'association	Avis de la commission compétente 03/04/2023	Avis de la commission Finances 05/04/2023	Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Fitness GEA	1 000 €	1 000 €	1 000 €	<p>ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS</p> <p>Mme BERANGER – M. MARIN – M.DEUDON – M.BAUDOUX Ne prennent pas part au vote ayant quitté la salle</p> <p>Mme MERY-DUEZ ne prend pas part au vote ayant donné procuration à Mme BERANGER</p>
GVM – Gym Volontaire Masculine	200 €	200 €	200 €	
Association Cyclo touriste	120 €	120 €	120 €	
Esquiss	800 €	800 €	800 €	
Tennis Club caudrésien	200 €	200 €	200 €	
Club Cynophile Caudrésien	550 €	550 €	550 €	
La Pétanque Caudrésienne	200 €	200 €	200 €	
La Carpe Caudrésienne	400 €	400 €	400 €	
Ecole de Pétanque	200 €	200 €	200 €	
Caudry HandBall Club	18 000 €	18 000 €	18 000 €	
Caudry Basket Club	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
Caudry GRS	4 000 €	4 000 €	4 000 €	
SN4C	5 000 € (dont 3 500 € déjà versés)	5 000 € (dont 3 500 € déjà versés)	5 000 € (dont 3 500 € déjà versés)	
Sainte Maxellende Gym	8 000 €	8 000 €	8 000 €	
Aïkido Caudry	800 €	800 €	800 €	
Judo Caudry	800 €	800 €	800 €	
UCA	10 000 € (+ 4 800 € subv. Excp déjà versée)	10 000 € (+ 4 800 € subv. Excp déjà versée)	10 000 € (+ 4 800 € subv. Excp déjà versée)	
ES Caudry	28 500 €	28 500 €	28 500 €	
Canicross	400 €	400 €	400 €	
Caudry Dance	0 €	0 €	0 €	
AS Collège Jean Monnet	0 €	0 €	0 €	
AS Lycée Jacquard	0 €	0 €	0 €	
AS Collège Jacques Prévert	0 €	0 €	0 €	
Caudry Cycling Club	200 €	200 €	200 €	
Esprit Martial Caudry	200 €	200 €	200 €	

**★ EXAMEN DE DIVERSES DEMANDES DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES SPORTIVES AVEC HAUT NIVEAU - ANNÉE 2023**

Nom de l'association	Avis de la commission compétente 03/04/2023				Avis de la commission des finances 05/04/2023				Décision du Conseil Municipal 13/04/2023				
	Fonctionnement	Haut-Niveau N1	Haut-Niveau N2	Total	Fonctionnement	Haut-Niveau N1	Haut-Niveau N2	Total	Fonctionnement	Haut-Niveau N1	Haut-Niveau N2	Total	Vote
AL Caudry Volley Ball	16 000 €	72 755 €		88 755 €	16 000 €	72 755 €		88 755 €	16 000 €	72 755 €		88 755 €	ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ
Club Pongiste Caudrésien	7 000 €	11 000 €	-	18 000 €	5 000 €	13 000 €	-	18 000 €	5 000 €	13 000 €	-	18 000 €	
Tir Sportif caudrésien	1 250 €	5 000 €	-	6 250 €	1 250 €	5 000 €	-	6 250 €	1 250 €	5 000 €	-	6 250 €	

SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT – ENSEIGNEMENT Année 2023

Nom de l'association	Avis de la commission compétente	Avis de la commission Finances 05/04/2023	Conseil Municipal 13/04/2023	
			Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Coopérative Scolaire Jean Monnet	550 €	550 €	550 €	ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ
Coopérative Scolaire Jacques Prévert	550 €	550 €	550 €	
Coopérative Scolaire Ecole Maternelle Françoise Dolto	314 €	314 €	314 €	
Coopérative Scolaire Ecole Maternelle Jean Lebas	202 €	202 €	202 €	
Coopérative Scolaire Ecole Maternelle Jules Ferry	222 €	222 €	222 €	
Coopérative Scolaire Ecole Maternelle Batisse et Laïte	188 €	188 €	188 €	
Coopérative Scolaire Ecole Primaire Janssoone	414 €	414 €	414 €	
Coopérative Scolaire Ecole Primaire Jean Macé	484 €	484 €	484 €	
Coopérative Scolaire Ecole Primaire Paul Bert	400 €	400 €	400 €	
Coopérative Scolaire Ecole Primaire Condorcet	294 €	294 €	294 €	
Coopérative Scolaire Ecole Sainte Maxellende (Maternelle et Primaire)	406 €	406 €	406 €	

**SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS EXTERIEURES ET D'UTILITE
PUBLIQUE – ANNEE 2023**

		Conseil Municipal 13/04/2023	
Nom de l'association	Avis de la commission Finances 05/04/2023	Décision du Conseil Municipal	Vote du Conseil Municipal
Société d'Entraide des membres de la Légion d'Honneur	120 €	120 €	ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ
Association des Paralysés de France	400 €	400 €	
Institut Pasteur	150 €	150 €	
SOS Villages d'Enfants	180 €	180 €	
ADAPT	130 €	130 €	
Les Papillons Blancs du Cambrésis	130 €	130 €	
Institut de Recherche sur le Cancer	1 000 €	1 000 €	
AFM Téléthon	1 500 €	1 500 €	

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

**27. PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE
L'ÉCOLE PRIVÉE SAINTE MAXELLENDÉ – ANNÉE SCOLAIRE 2021-2022 –
VERSEMENT 2023 A L'OGEC SAINTE MAXELLENDÉ**

Monsieur Antoine HISBERGUE, Conseiller Municipal, rappelle que la participation de la commune aux dépenses de fonctionnement de l'école privée Sainte Maxellende constitue une dépense obligatoire.

Depuis 1990, date de la signature d'une convention entre l'Etat et l'OGEC Sainte Maxellende, organisme de gestion de l'école privée Sainte Maxellende, la Ville de Caudry participe financièrement aux dépenses de fonctionnement de cette école.

Le montant de la contribution est évalué à partir des dépenses de fonctionnement des écoles publiques et du calcul du coût moyen d'un élève du public en tenant compte du nombre d'enfants caudrésien fréquentant les classes élémentaires et maternelles de cette école.

Pour l'année scolaire en cours, 45 enfants caudrésien fréquentent l'école maternelle et 68 l'école élémentaire.

Le coût moyen d'un élève en école maternelle a été fixé à 945,76 € soit une participation communale de $945,76 \text{ €} \times 45 = 42\,559,28 \text{ €}$;

Le coût moyen d'un élève en école élémentaire a été fixé à 425,62 €, soit une participation communale de $425,62 \text{ €} \times 68 = 28\,942,21 \text{ €}$;

ce qui représente un total de 71 501,49 € à verser à l'OGEC Sainte Maxellende.

Pour mémoire, l'an dernier, cette participation s'est élevée à 73 581,62 € pour 47 enfants caudrésien en maternelle et 71 en élémentaire.

En cas d'accord, les crédits sont inscrits à l'article 6558 du BP 2023.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BRICHE-BOCQUET, Directrice des affaires juridiques et scolaires
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

28. CONSOMMABLES INFORMATIQUES – ANNÉE SCOLAIRE 2022-2023

Monsieur Antoine HISBERGUE, Conseiller Municipal, expose :

Le Conseil Municipal, lors de sa séance du 4 Mars 2014, a décidé d'accorder une dotation aux coopératives de chaque école pour leur permettre de gérer elles-mêmes leur achat de consommables informatiques.

Cette dotation est calculée en fonction des effectifs de chaque école à raison de 8 € par élève d'école maternelle et 10 € pour les élémentaires.

Soit :

- Coopérative de l'école Jean Macé :	2 420 €
- Coopérative de l'école Janssoone :	2 070 €
- Coopérative de l'école Paul Bert :	2 000 €
- Coopérative de l'école Condorcet :	1 470 €
- Coopérative de l'école Françoise Dolto :	1 256 €
- Coopérative de l'école Jean Lebas :	808 €
- Coopérative de l'école Jules Ferry :	888 €
- Coopérative de l'école Batisse et Laïte :	752 €

Monsieur HISBERGUE invite le Conseil Municipal à entériner ces propositions établies par les commissions municipales de l'enseignement puis des finances en date du 5 Avril 2023.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BRICHE-BOCQUET, Directrice des affaires juridiques et scolaires
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

29. VERSEMENT D'UNE AIDE DE 150 € POUR L'ACHAT D'UNE TROTTELETTE ÉLECTRIQUE SOUS CERTAINES CONDITIONS

Madame Céline CAILLAUX, Conseillère Municipale, expose :

Vu les préoccupations des citoyens caudrésien quant à l'accès à l'emploi en raison des contraintes de transport et les difficultés de financement par les banques de moyens de locomotion,

Vu les sollicitations reçues à cet effet par le Monsieur le Maire,

Vu l'engagement de la Ville de Caudry en faveur du développement durable et de l'accès à l'emploi,

La commune souhaite encourager l'utilisation de moyens de transport écologiques et économiques pour faciliter la mobilité des citoyens et favoriser l'emploi local.

Elle considère également que l'utilisation d'une trottinette électrique peut constituer une solution alternative de mobilité efficace, respectueuse de l'environnement et abordable, notamment :

- La réduction de l'empreinte écologique, ne produisant pas d'émissions polluantes et contribuant ainsi à la lutte contre le changement climatique.
- La diminution des coûts de déplacement, permettant aux citoyens de réaliser des économies sur leur budget de transport.

Notant que l'octroi d'une aide financière pour l'achat d'une trottinette électrique peut contribuer à favoriser l'accès à l'emploi en permettant aux citoyens de se rendre sur leur lieu de travail dans un rayon raisonnable de 15/20 kms,

Considérant la nécessité de mettre en place des critères stricts pour garantir la pertinence et l'efficacité de cette aide financière,

Madame CAILLAUX propose ce qui suit :

- La Ville de Caudry met en place une aide financière d'un montant de 150€ pour l'achat d'une trottinette électrique sécurisée avec manette à freins, feux avant - arrière, clignotants et l'équipement adéquat (casque, genouillères et gants).
- Cette aide financière est soumise à plusieurs critères, à savoir :
 - la prescription écrite d'un partenaire de l'emploi tels que la Mission Locale, Pôle Emploi, Cambresis Emploi, Caudry Recrutement, une agence d'intérim, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, attestant de la nécessité de l'achat d'une trottinette électrique pour faciliter l'accès à l'emploi.
 - la fourniture d'une facture acquittée pour l'achat de la trottinette électrique.
 - la participation à une matinée de sensibilisation aux dangers de la route en trottinette électrique et à la législation en vigueur.
 - être domicilié(e) à Caudry depuis plus d'un an et être âgé d'au moins 16 ans (âge légal pour les contrats d'apprentissage).
- La mise en œuvre de cette aide financière sera assurée par les services municipaux en charge de la mobilité et de l'emploi, en collaboration avec les partenaires de l'emploi.

Pour toutes ces raisons, Madame CAILLAUX demande aux membres du Conseil municipal :

- d'approuver l'octroi d'une subvention de 150€ sous réserve du respect des critères énoncés ci-dessus.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents y afférents.

Monsieur le Maire : « Voilà, Messieurs, Dames, on en parlait des difficultés financières qui sont bien réelles chez nos concitoyens et effectivement, on a rencontré des jeunes qui avaient des contrats d'apprentissage ou des CDD ou des CDI, qui n'avaient pas les moyens de se payer une voiture et qui voulaient, donc qui étaient obligés de circuler avec des trottinettes, et on a voulu, on vous propose de les aider à faire l'acquisition d'une trottinette, mais une trottinette sécurisée, vous l'avez compris, ce ne sera pas une trottinette de supermarché sans feu, sans frein, sans rien, mais quelque chose d'homologué. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame SZOPA, Directrice du pôle Relations Publiques, Événementiel, Vie économique et Emploi

Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

30. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – ÉCOLE GASTON BRICOUT - WALINCOURT-SELVIGNY

Madame Ophélie DEMARQUE, Conseillère Municipale, expose :

L'école Gaston BRICOUT située à Walincourt-Selvigny souhaite organiser du 16 au 23 juin 2023 une classe découverte à Mûrs-Erigné (près d'Angers) avec les élèves d'U.L.I.S (Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire).

Ce projet a pour objectif de découvrir un patrimoine, de renforcer la cohésion de groupe et de développer les compétences écrites et orales.

Trois élèves Caudrésiens sont concernés par ce voyage. Ces élèves sont scolarisés dans cet établissement en raison de l'absence de place dans l'U.L.I.S de Paul Bert à Caudry et ont été affectés par l'Inspecteur de la circonscription dans cette école.

Le coût de ce projet est estimé à environ 500 € par enfant.

Suivant l'avis favorable de la commission des finances du 5 Avril 2023, Madame DEMARQUE propose au Conseil Municipal l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 150 € par enfant soit un total de 450 €.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BRICHE-BOCQUET, Directrice des affaires juridiques et scolaires
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

31. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – ASSOCIATION TOUR DE FRANCE À CAMBRAI

Monsieur Claude DOYER, Adjoint au Maire, expose :

Dans le cadre de sa randonnée annuelle « C'est mon Cambrésis », l'association Tour de France à Cambrai a sollicité Monsieur le Maire en vue de l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 1 000 €.

Pour rappel, la ville de Caudry est partenaire depuis l'origine de cette manifestation cyclotouriste familiale.

Eu égard à l'animation offerte dans le Cambrésis, Monsieur DOYER propose au Conseil Municipal :

- d'accorder cette subvention de 1 000 € à l'association Tour de France à Cambrai.

En cas d'accord, les crédits sont inscrits au BP de l'exercice 2023 – Article 6574.

Monsieur DOYER : « Alors cette randonnée, qui n'est pas une course, qui est une randonnée, a rassemblé cette année 400 participants. C'est une manifestation qui existe depuis une dizaine d'années et dans laquelle sont impliquées les villes de Neuville Saint Remy, Masnières, Cambrai, Villers Outréaux et Caudry. La dernière manifestation remonte à 2019, le départ était à Caudry. Chaque année le départ ayant lieu dans une des villes participantes. Le thème retenu à l'époque en 2019 c'était Les routes de la dentelle et des broderies, cette année c'est la Route des Moulins, moulin à eau, moulin à vent. L'inscription était gratuite et un certain nombre de lots avaient une certaine valeur en particulier, donc, des vélos. Il y avait 3 circuits sur route dont le plus long s'arrangeait pour passer à proximité des quelques moulins qui nous restent dans le dans le Cambrésis, dont deux au moins ont récupéré leurs ailes, celui de Walincourt Selvigny et celui de Saint Vaast - Saint Aubert et une course VTT. Le tout était donné au départ du moulin de Neuville saint Remy et donc Monsieur le Maire vous demande d'accorder cette subvention de 1 000 € à l'association Tour de France à Cambrai. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

32. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – ASSOCIATION CAUDRÉSIENNE DE SÉCURITÉ

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, expose au Conseil Municipal que l'association caudrésienne de sécurité, présidée par Emmanuel Duribreux, participe bénévolement depuis plusieurs années lors de divers événements organisés par les associations locales et ceux de la ville (marché de Noël, salon du mariage, trail urbain ; ...)

L'association qui compte désormais une quinzaine de bénévoles a vu croître ses effectifs et souhaite les équiper de matériel adéquat.

L'association n'a jamais sollicité de subvention depuis sa création en 2017.

Aussi, compte tenu de l'augmentation des bénévoles, Monsieur DEVIENNE propose donc d'octroyer une subvention exceptionnelle de 800 € à l'association caudrésienne de sécurité pour mener à bien ses activités.

Monsieur DEVIENNE demande aux membres du Conseil Municipal :

- d'approuver la demande de subvention exceptionnelle de 800 € à l'association caudrésienne de sécurité
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents y afférents.

Monsieur le Maire : « Très bien, merci Marc. Effectivement, vous les connaissez, c'est Emmanuel DURIBREUX et ses collègues. Pour information, ils sont sur nos actions communales, sur toute manifestation, ils viennent gratuitement. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame SZOPA, Directrice du pôle Relations Publiques, Événementiel, Vie économique et Emploi
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

33. DEMANDE DE SUBVENTION ANNUELLE PAR L'OFFICE DU COMMERCE CAUDRÉSIEN

Madame Sandrine TRIoux, Adjointe au Maire, expose au Conseil Municipal que la Ville de Caudry souhaite poursuivre ses efforts pour encourager l'implantation de nouveaux commerces aux activités diversifiées dans la ville.

A cet effet, l'Office du Commerce Caudrésien sollicite une subvention annuelle de 25 000 € pour continuer à proposer des aides aux nouveaux commerces sous différentes formes, telles que des boutiques éphémères, des boutiques à l'essai et des aides aux loyers classiques.

Madame TRIoux rappelle que ces aides ont déjà été mises en place ces deux dernières années et ont permis l'implantation de 38 nouveaux commerces, ce qui est une réussite pour la ville. Seules 3 boutiques ont échoué, ce qui démontre que ces aides ont été efficaces.

Madame TRIOUX propose donc de poursuivre les efforts engagés en octroyant une subvention annuelle de 25 000 € à l'Office du Commerce Caudrésien pour aider l'implantation de nouvelles activités et poursuivre les animations commerciales.

Madame TRIOUX demande aux membres du Conseil municipal :

- d'approuver la demande de subvention annuelle de 25 000 € à l'Office du Commerce Caudrésien
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents y afférents.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

**MME THUILLEZ, MME PRUVOT, MME DISDIER
ne prenant pas part au vote en tant que personnes intéressées**

Affaire suivie par Madame SZOPA, Directrice du pôle Relations Publiques, Événementiel, Vie économique et Emploi

Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

34. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – ASSOCIATION MORS MC ASSOCIATION

Monsieur Jérémy ROUSSEAU, Conseiller Municipal, expose que la commune a été saisie d'une demande de subvention exceptionnelle de l'association MORS mc Association dans le cadre de l'organisation de la journée « American Day » prévue le 4 Juin 2023.

Le budget prévisionnel de cette animation s'élève à 5 224,08 € et l'association sollicite la commune à hauteur de 1 000 €.

Considérant l'intérêt de cet événement tourné sur une culture internationale, Monsieur ROUSSEAU propose :

- d'accorder une subvention exceptionnelle de 1 000 € à l'association MORS mc Association.

En cas d'accord, les crédits sont inscrits au BP de l'exercice 2023 – Article 6574.

Monsieur le Maire : « Voilà, Messieurs, Dames donc on l'avait déjà eu pendant une année, les American Day, journée dédiée aux États-Unis, avec a priori un beau programme. »

Madame DESREUMAUX : « Excusez-moi, qui est cette association? Ils sont caudrésiens ? »

Monsieur le Maire : « Oui »

Madame DESREUMAUX : « OK »

Monsieur le Maire : « Ils sont caudrésiens, ils sont rue de la Paix. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services

Délibération transmise en sous-préfecture le 18/04/2023

INFO 1 : DÉCISION DE DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DU NORD AU TITRE DES PROJETS TERRITORIAUX STRUCTURANTS (PTS) – TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE LA RUE DU MARÉCHAL LECLERC

Annexe : Décision en date du 30 mars 2023 de Monsieur le Maire prise en application de ses délégations d'attributions des 24 mai 2020 et 07 septembre 2020

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports

INFO 2 : DÉCISION DE DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DU NORD AU TITRE DES PROJETS TERRITORIAUX STRUCTURANTS (PTS) – AMÉNAGEMENT DU COMPLEXE SPORTIF LOUIS SANDRAS – PHASE 04 – ET AMÉNAGEMENT D'UNE PLACETTE : CRÉATION DE TERRAINS DE PADEL ET D'UNE AIRE DE BASKET 3*3

Annexe : Décision en date du 30 mars 2023 de Monsieur le Maire prise en application de ses délégations d'attributions des 24 mai 2020 et 07 septembre 2020

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports

INFO 3 : PROJET ÉOLIEN DE BERTRY – COMMUNICATION DU RÉSUMÉ NON TECHNIQUE DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par courrier en date du 20 février 2023, il a été destinataire du résumé non technique de l'étude d'impact concernant un projet éolien sur la Commune de Bertry. Celui-ci est à disposition des élus et des administrés aux Services Techniques.

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports

Monsieur le Maire : « Très bien, merci. Alors, Messieurs, Dames, s'il vous plaît, ne partez pas sans avoir signé. Je voulais remercier tous les services qui ont contribué au bon déroulement de ce conseil municipal et puis je voulais quand même terminer sur une réponse à ce qui a été dit tout à l'heure. Tout à l'heure, Madame DESREUMAUX, bon, force est de constater qu'à chaque fois qu'on fait quelque chose, ça ne va pas. Bon, on est habitué, mais je me dois de répondre quand même. Alors vous nous dites que nous n'avons pas de vision dans notre budget, je ne sais pas, mais on vous a présenté le PPI. Le PPI c'est quand même la vision de nos investissements dans plusieurs années. Vous nous accusez de ne pas avoir de démarche environnementale. Je ne sais pas, on vient d'inaugurer la salle SECRETIN qui est un exemple environnemental, on a reçu le trophée de l'Agence Nationale du Sport dans la catégorie développement durable, si ça ce n'est pas de l'environnement, ben je ne sais pas, je ne comprends pas, panneaux photovoltaïques, récupération d'eau de pluie, pompes à chaleur, etc, si ça ce n'est pas de l'environnement, je ne comprends pas ou alors ce n'est peut-être pas vous qui... voilà. Ensuite, les bornes électriques qui ont été posées sur le parking de la mairie et devant le musée, en plus, Agnès vous l'a dit et vous nous dites après qu'on n'a pas de vision et d'action environnementale, on va quand même couvrir 6 bâtiments communaux de panneaux photovoltaïques, ils vont produire de l'énergie pour quasiment tous les bâtiments de la commune, donc si ça ce n'est pas de l'environnement, je ne sais pas. Nous avons fait un forage pour arroser nos terrains de football. Avant on utilisait de l'eau du réseau, aujourd'hui on utilise de l'eau des nappes phréatiques, si ça ce n'est pas l'environnement, ben je ne comprends pas. Bon, voilà. Alors après si on a la 4ème fleur, c'est parce qu'on a une démarche environnementale. Ensuite, pour le lien social, vous nous dites qu'on fait rien pour le lien social. C'est sous vos yeux les subventions aux associations, si ce n'est pas du lien social, je ne sais pas ce que c'est que du lien social. La mise à disposition gratuite parce que je vous rappelle qu'il y a des communes alentours où pour une salle de réunion pour 1 h, la commune fait payer, nous, toutes nos associations ont des salles gratuites, les salles de sport gratuites, ont des subventions de fonctionnement, on prête le véhicule 4 fois par an à toutes nos associations pour leurs déplacements. Les associations vont dans le sud de la France faire des

championnats de France, avec notre véhicule. On a mis en place les maisons de quartier. On a un espace intergénérationnel, si ça ce n'est pas du lien social, je n'ai pas trop compris l'histoire. On vient de créer récemment le conseil municipal des seniors. Donc là c'est de la participation citoyenne, si ça c'est pas du lien social, j'ai pas encore compris. Alors ça vous fait rire? Très bien. On verse des aides au permis, on vient encore de voter une aide pour les trottinettes. Si ça ce n'est pas du lien social. On a créé, on va le mettre en place ce week-end, le conseil municipal junior, si ça ce n'est pas du lien social, je ne comprends pas. On fait un repas des seniors, on les a emmenés l'année dernière au Cabaret de Lille, si ça ce n'est pas du lien social, je ne comprends pas. Les classes de neige, peut-être ce n'est pas du lien social. Les vacances sportives qui ont été créées récemment au centre aéré, peut être que ce n'est pas du lien social ça, les jardins familiaux qu'on va encore créer, peut être ce n'est pas du lien social, les voisinades qui vont être créées prochainement, on va aller dans les quartiers pour organiser des fêtes des voisins, si ça ce n'est pas du lien social, je ne sais pas. Nos quartiers d'été, la boîte à jobs pour trouver du boulot à nos caudrésiens, les réunions de quartier qu'on fait régulièrement, je rappelle qu'on en fait deux par mois, l'épicerie solidaire, si ce n'est pas du lien social, je n'ai pas compris, le bâtiment de la Croix-Rouge, on met le plus beau bâtiment du Nord-Pas-de-Calais à disposition de la Croix-Rouge, si ça ce n'est pas du lien social, je ne comprends pas. Bon, voilà. Bref, je vois que quoiqu'on puisse faire, Madame, malheureusement, vous êtes toujours contre et vous trouvez toujours à redire. »

Madame DESREUMAUX : « En tout cas, ce que j'apprécie avec vous, c'est votre spontanéité et votre délai de réponse. Encore une fois, on est dans des choses qui existent depuis des années, et ... »

Monsieur le Maire : « ... Contrairement à vous je connais mes dossiers... »

Madame DESREUMAUX : « ... on attend l'ambition, on attend l'ambition sociétale... »

Monsieur le Maire : « ... Moi contrairement à vous, je connais mon dossier Madame, ce n'est pas votre cas, quand vous parlez de CCAS alors que c'est le SAD, voilà... »

Madame DESREUMAUX : « Mais vous connaissez tellement votre dossier qu'on attend la fin du conseil que tout le monde vous ai soufflé les réponses pour nous le dire, non, attendez, soyez un peu honnête... »

Monsieur le Maire : « ... ne prenez pas, ne prenez pas votre cas pour une généralité... »

Madame DESREUMAUX : « ... Je vous le dis, moi j'adore votre spontanéité, ... »

Monsieur le Maire : « ... Tout le monde a remarqué que vous étiez tout le temps sur votre ... »

Madame DESREUMAUX : « ... Vous êtes, vous êtes un homme spontané... »

Monsieur le Maire : « ... Oui, c'est bien Madame, très bien. Allez, merci, bonne soirée à tous. »

Propos inaudibles

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h35.



Le Maire,

Frédéric BRICOUT